

4 et 5 juin
2015

Figeac, Lot,
Midi-Pyrénées

Colloque international

Jeunesse(s),
Engagement(s),
Association(s) et
Participation(s)



Résumés des communications

Sommaire/Programme

Jeudi 4 juin

14h10 Session Ateliers parallèles 1 (A, B, et C)

A : Faciliter la participation

- [GERMAIN & DURET - Mieux connaître les jeunes sur son territoire pour favoriser leurs démarches participatives \(p. 34\)](#)
- [BESSE-PATIN - Participations en colo dans la communauté de Courcelles \(p. 3\)](#)
- [GURNADE - Un dispositif socio scientifique au service de la participation des jeunes \(p. 12\)](#)

B : Professionnaliser / valoriser

- [SEGUIN - Faire le lien entre la reconnaissance, la valorisation de "l'apprentissage dans l'action" et ... \(p. 40\)](#)
- [CROCHU - Le potentiel formateur d'une expérience de mobilité pour les volontaires européens \(p. 42\)](#)
- [DUCEUX & KHASANZYANOVA - Les outils de valorisation et de reconnaissance de l'expérience des ... \(p. 10\)](#)

C : Éviter la politisation, se dépolitiser

- [CHALLIER - La tension entre logiques partisanes et associatives au sein des organisations politiques de jeunes. \(p. 7\)](#)
- [TONNEAU - La coexistence de cultures militantes générationnelles. L'exemple des membres du Syndicat des ... \(p. 27\)](#)
- [BOONE - Le monde associatif comme parade aux réticences sur l'engagement « politique » des enfants... \(p. 5\)](#)

16h00 Session Ateliers parallèles 2 (D, E1, et F1)

D : La place de la communauté

- [BATICLE - L'impact sociétal d'une pépinière d'innovation en milieux ruraux : la formation des ruralistes ... \(p. 1\)](#)
- [BIZIEN-FILIPPI - Les mouvements d'éducation populaire catholiques, tremplin pour l'engagement de jeunes... \(p. 4\)](#)
- [VANHOENACKER - L'engagement communautaire et citoyen des jeunes scouts en France : variations sur un... \(p. 26\)](#)
- [LÉTORÉ - De la colo à l'asso, accompagnement dans l'engagement à la Maison de Courcelles \(p. 36\)](#)

E1 : Variété des formes d'engagement

- [MARTY & GAUBERT - La « vie de château » refusée des jeunes ruraux. Monde étudiant à Limoges... \(p. 11\)](#)
- [THOURY - Le profil des individus jeunes engagés dans les associations étudiantes \(p. 51\)](#)
- [PAGES - La \(les\) "cultures" des pratiques collectives et de l'engagement chez les jeunes \(p. 37\)](#)
- [PAULY - Engagement des jeunes ruraux : comité des fêtes et associations sportives \(p. 38\)](#)

F1 : Éducation et citoyenneté

- [BÉRARD & SIMONNEAUX - Le changement climatique une Question Socialement Vive \(QSV\) : du débat à ... \(p. 2\)](#)
- [MALET & CROCHU - Devenir adulte en France et aux Etats-Unis. Une étude exploratoire des effets de ... \(p. 17\)](#)
- [NASRI - Place des nouvelles technologies numériques dans la diffusion de la culture scientifique chez les jeunes \(p. 47\)](#)
- [LEJAS - Les ATEC : Associations Temporaires d'Enfants Citoyens \(p. 35\)](#)

Vendredi 5 juin

9h00 Session Ateliers parallèles 3 (F2, G, et H)

F2 : Stimuler l'engagement par les associations de jeunes

[GAILLARD - Rencontre des jeunes élu.e.s des associations en lycée agricole, être véritablement auteur de sa propre action \(p. 33\)](#)

[BOURRHIS - Junior Association : il n'est jamais trop tôt pour agir ! \(p. 30\)](#)

[POISSON & SAULNIER - Regards croisés sur l'engagement des adolescents en France et au Québec : les juniors ... \(p. 23\)](#)

G : Analyser les motivations

[HDIDER - L'engagement associatif des jeunes tunisiens dans un contexte sociopolitique en mutation ... \(p. 13\)](#)

[LEROUX - Le rapport aux orientations scolaires et professionnelles des jeunes pour comprendre les motivations ... \(p. 16\)](#)

[KHASANZYANOVA - Les motivations des bénévoles étudiants et leurs attentes de l'engagement associatif \(p. 43\)](#)

H : Engager par/à la mobilité

[CROCHU - Facilitatrice pour l'Agence Française Erasmus+ Jeunesse et Sport \(p. 31\)](#)

[RODRIGUEZ-MONTANO - La mobilité internationale, un moyen de développer les compétences... \(p. 39\)](#)

[SAHUC - De notre jeunesse à la leur : accompagnement d'un atelier associatif de jeunes en projet d'humanitaire \(p. 49\)](#)

10h50 [Table ronde 2 : « Autour du service civique » \(p. 28\)](#)

V. BECQUET, F. IHADDADÈNE, C. POIRIER

11h20 Discussion : Les enjeux du déploiement du service civique

V. BECQUET, F. IHADDADÈNE, C. PAGÈS, C. POIRIER, M. MONTAGNE

13h40 Session Ateliers parallèles 4 (E2, I, et J)

E2 : Nouvelles tendances ?

[POUJOL - Pratiques citoyennes informelles des jeunes et acteurs publics : une relation ambiguë \(p. 24\)](#)

[MONTRIEUX - Quand les étudiants se mettent au vert : les pratiques citoyennes de consommation comme ... \(p. 18\)](#)

[PECCOLO & BAHUAUD - Des flash mobs à la communication participative, entre rues et réseaux : ... \(p. 22\)](#)

[MAUNAYE & ROSPABE - Comment concilier participation citoyenne et entrepreneuriat chez les jeunes ? \(p. 45\)](#)

I : Engagement et inclusion sociale

[HOUDEVILLE & MOULÉVRIER - Impératif institutionnel d'engagement et conduite de vie des jeunes précaires \(p. 14\)](#)

[BORDIEC - Être éduqué à la « citoyenneté » - Pourquoi et comment les jeunes participants aux associations ... \(p. 6\)](#)

[NABLI - Des difficultés d'intégration associatives des jeunes en difficulté \(p. 20\)](#)

[LACROIX - L'engagement des jeunes en protection de l'enfance en France et au Québec : des dispositifs ... \(p. 44\)](#)

J : Implication et ruralité

[ROULT et al. - Loisir et implication sociale chez des adolescents issus d'une région rurale québécoise ... \(p. 25\)](#)

[FRAYSSE - Un an de mission Ados en quelques mots \(p. 32\)](#)

[MITJANA, RIGUET & BORDES - Recherche-Action en milieu rural ou comment développer une réflexion ... \(p. 46\)](#)

[RUEL, VACHÉE & DANSAC - Vivre sa jeunesse sur un territoire rural, le Lot : représentations et implications \(p. 48\)](#)

Travaux de recherche

L'impact sociétal d'une pépinière d'innovation en milieux ruraux
La formation des ruralistes chrétiens entre 1980 et 2000

Le MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne) est créé en 1963, à partir d'un élargissement de la JAC (Jeunesse Agricole Catholique), elle-même fondée en 1929. Ce mouvement constitue la branche française du MIJARC (Mouvement International de Jeunesse Agricole et Rurale Chrétienne), dont il a été à l'origine.

Le MRJC est partie prenante de l'éducation populaire, reconnu en tant que tel. Il est aujourd'hui considéré comme l'aile gauche, voire gauchiste, de l'action catholique française.

L'innovation et la participation dans la vie de la Cité se situent au cœur de son projet politique, puisqu'il s'agit dans ce mouvement d'être « force de proposition et de changement dans les milieux ruraux. » Aujourd'hui, le MRJC se targue d'un Premier Ministre (Jean-Marc Ayrault) qui assume son passé de militant, formé politiquement dans ses rangs. Cette posture à l'égard de l'innovation n'est pas surprenante, dans la mesure où pèse l'héritage de la JAC : un mouvement de masse, dont on peut estimer qu'il a instigué le progrès technique et technologique en agriculture avant et après la Seconde Guerre mondiale. Mais plus globalement, ce sont les espaces ruraux dans leur ensemble qui se sont trouvés impactés par le militantisme des jeunes Jacistes et de leurs aumôniers voués au mouvement.

Depuis 1963, le MRJC n'a eu de cesse de provoquer et d'accompagner le changement social dans ce que l'on dénomme désormais les « mondes ruraux ». Ses dirigeants ont ainsi pris acte d'une « renaissance rurale » qui a tourné court dès la fin du siècle dernier, pour ouvrir sur une relation beaucoup plus ambiguë quant à la présumée quête de sociabilité et d'interconnaissance qui serait le propre des néoruraux. Non seulement le « C » du MRJC n'est pas sans poser problème à ses dirigeants nationaux, mais c'est aussi et encore la consistance du « R » qui est désormais interrogée. Reste la volonté de constituer un aiguillon pour des campagnes pleinement insérées dans la modernité avancée qui caractérise notre époque. Dans ce sens, la branche agricole du mouvement incite au passage à la production biologique, réfléchit aux circuits courts, s'inscrit dans la plurifonctionnalité des espaces ruraux, fait la promotion de l'équité en luttant contre l'hyper-productivisme ou encore les « pas-de-porte » qui contrarient la reprise des exploitants chez les « hors cadre familial ». La branche éducation s'inspire du personnalisme d'Emmanuel Mounier (revue *Esprit*) pour viser une école émancipatrice. La branche travail émet régulièrement des préconisations afin de favoriser l'insertion des jeunes dans la vie active, vilipende les inégalités de génération et de genre, en appelle au développement du travail au service de l'homme. Les militants s'inscrivent aisément dans les projets de développement local, le secteur associatif et les instances politiques municipales ou intercommunales.

Les innovations sont de ce fait au cœur de cette militance, y compris sur le plan organisationnel. Une des originalités du MRJC tient par exemple au fait qu'il s'agit du seul mouvement de jeunesse dirigé intégralement par des jeunes (âgés de 13 à 30 ans). Dans ce sens, notre problématique consistera à questionner le rôle joué par les « jeunes en responsabilité » de 1980 à 2000, dans la mesure où cette population est aujourd'hui aux commandes d'un ensemble d'activités, généralement coopératives et axées vers l'économie sociale et solidaire. Quels sont leurs statuts à ce jour ? Comment ont-ils réinvesti leur expérience formatrice au sein du mouvement ? Quels réseaux activent-ils encore de cette mouvance de l'action catholique ? Nous constatons effectivement d'étonnantes échanges culturels au sein de leurs parcours : bien que ruralistes acteurs des transformations des espaces ruraux contemporains, ils ont généralement capitalisé un passage dans l'urbanité pour réaliser leur projet professionnel et citoyen.

Pour ce faire, nous disposons d'une part d'une série de 30 entretiens semi-directifs menés en 2013 dans les régions Nord Pas-de-Calais, Picardie, Anjou, Bretagne et Pays Basque français. D'autre part, une enquête par voie de questionnaire a permis de généraliser l'investigation à 903 répondants.

[Sommaire/Programme](#)

**Le changement climatique une Question Socialement Vive (QSV) :
Du débat à l'action écocitoyenne.**

Le changement climatique constitue une Question socialement Vive (QSV) car c'est une question débattue chez les scientifiques et dans les médias, notamment sur ses causes anthropiques ou sur son amplitude et ses effets. Notre problématique est, sur l'exemple du changement climatique, d'identifier et d'analyser les processus susceptibles de favoriser le raisonnement critique mais surtout l'engagement des acteurs.

La didactique des QSV a été développée en vue d'analyser l'enseignement des savoirs scientifiques controversés en vue d'une éducation citoyenne et critique. Ces perspectives éducatives se sont souvent appuyées sur le débat, notamment du débat citoyen dans le cadre de l'Éducation au Développement Durable (EDD). Les raisonnements et prises de décision sont conduits en univers incertain car les QSV sont porteuses de savoirs non stabilisés et controversés, ils doivent donc s'appuyer sur un esprit critique. Cette éducation peut aboutir à des actions à l'initiative des participants indépendants de toute forme de guidance. Il s'agit donc d'une éducation au politique, où l'objet du civisme n'est pas de promouvoir la doctrine, mais de susciter la participation au débat critique. L'engagement des acteurs peut-être analysé sous plusieurs angles : intention d'agir, place dans la tâche, les effets de l'action et la dimension collective et critique de l'action.

Notre recherche analyse un dispositif didactique emprunté aux méthodes de l'éducation populaire. Il vise à mettre les participants dans une dynamique d'action écocitoyenne collective, en lien avec la thématique du changement climatique. Ce dispositif comporte trois phases : un forum, un atelier de théâtre forum et une action initiée par les participants. Le théâtre forum est envisagé comme un dispositif interactif dans une visée émancipatrice telle que définie par Augusto Boal pour traiter des questions de société.

D'un point de vue méthodologique, une observation participante a été complétée par des entretiens semi-directifs réalisés avec des participants de moins de 30 ans.

Les premiers résultats font ressortir que l'intention d'agir individuelle initiale est différente des actions collectives réalisées par le groupe. En effet, lors de l'expérimentation, les actions se sont tournées vers de la sensibilisation dans l'espace public, alors que la plupart des participants imaginaient réaliser de petits gestes écologiques lors des entretiens préliminaires. Le dispositif montre la difficulté du passage de raisonnements, individuels ou collectifs, à l'engagement dans des actions citoyennes.

Au-delà de la coopération des individus, c'est la co-construction d'une action écocitoyenne qui est recherchée. Les analyses complémentaires, encore en cours actuellement, explorent plus particulièrement le processus d'interactions et de co-construction.

La cohérence et la compatibilité entre la dimension critique et l'engagement nous paraissent être des éléments à discuter dans la mise en place et l'évaluation des dispositifs éducatifs.

[Sommaire/Programme](#)

Engagements en colo dans la « communauté » de Courcelles

Grâce à une recherche-action financée par le Fond d’Expérimentation pour la Jeunesse, la Maison de Courcelles avait souhaité comprendre comment les jeunes s’engageaient, au-delà des “colos”. En plus d’être “jeune” membre de l’association, l’étudiant doctorant que je suis, armé d’une formation ethnographique, a enquêté sur différentes places où se prenaient, en actes, des responsabilités, même minimes en se basant sur une “auto-ethnographie” de l’évolution de ma participation ainsi que sur les observations qui ont nourri la recherche-action durant les séjours organisés.

À partir des données ethnographiques, nous verrons comment de “nouveaux venus” apprennent, en situation, en s’attardant plus particulièrement sur la “première colo” où s’expérimente une flopée de rôles et le cas des lingères (et lingers) ainsi que sur la cuisine ou le cas du “coordo”. En effet, c’est dans et par la pratique que se réalisent les participations quotidiennes des jeunes alors qu’ils découvrent une colo atypique ; les us et coutumes d’une pédagogie de la liberté” qui s’éloigne du typique “modèle colonial” qu’a pu repérer.

Ainsi, nous verrons comment les participations se transforment et, de ce fait, forment une “carrière” courcellienne. Plus particulièrement, il s’agira de montrer comment elles s’articulent entre des engagements – plus ou moins – investis dans un même rôle et des affordances ou des “prises” – notamment des objets – qui leur permettront de s’emparer des situations offertes et s’y impliquer. Autrement dit, il s’agit aussi d’appréhender comment l’association aménage différents “cadres de participations” à travers de multiples rôles et divers espaces mis à disposition pour guider la pratique des novices.

Au fur et à mesure, nous interrogerons ces pratiques à partir des concepts qui organisent une “communauté de pratique” à partir des travaux de Lave & Wenger poursuivis par Wenger. Nous nous appuierons plus particulièrement sur les concepts de “participation périphérique légitime” et de “participation pleine” afin de montrer comment l’association a pu instituer ce qu’on peut appeler un “système de participations périphériques enchâssées”. Celui-ci permet de donner accès à une large palette d’activités comme autant d’opportunités de participer à différents niveaux du séjour de vacances. Fait particulier, on remarquera comment cette communauté ne réalise pas une séparation stricte entre les activités enfantines et les activités adultes ; c’est-à-dire que les enfants participent, eux-aussi, à un haut degré si on se réfère aux travaux de Hart et sa revisite.

[Sommaire/Programme](#)

Les mouvements d'éducation populaire catholiques, tremplin pour l'engagement de jeunes de culture musulmane ? (1970 à nos jours)

L'Action catholique des enfants (ACE), la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (JOCF) ainsi que les Guides de France (GDF) puis Scouts et Guides de France (SGDF) sont cinq mouvements d'éducation populaire catholiques ouverts à tous. À partir des années 1970, des jeunes de culture musulmane, migrants ou enfants de migrants pour la plupart, presque tous issus de milieux populaires, rejoignent ces mouvements dans un contexte français où n'existe pas, en tout cas pour le début de la période étudiée, de mouvements équivalents musulmans. Cette présence de musulmans dans des mouvements catholiques se comprend aussi dans le contexte post-conciliaire, à un moment où l'Église catholique vient d'affirmer dans la déclaration *Nostra Aetate* (1965) qu'elle « regarde [...] avec estime les musulmans ». Cette présence est particulièrement importante dans les années 1980, avec localement des groupes presque entièrement constitués de jeunes de culture musulmane, puis elle décline à partir des années 1990, surtout à l'ACE et à la JOC-F, dans un double contexte de développement des structures propres à l'islam et de la pratique religieuse des jeunes musulmans d'une part, et d'une plus grande distance de l'Église catholique vis-à-vis de l'islam d'autre part.

Au sein de ces mouvements, les jeunes de culture musulmane vont découvrir des pédagogies qui mettent l'accent sur l'expression et l'engagement. C'est particulièrement le cas avec le « Voir-Juger-Agir » de l'ACE et de la JOC-F, qui permet aux militants d'exprimer ce qui ne va pas dans leur vie et de se mobiliser pour faire changer les choses, mais c'est vrai aussi dans les Unités Soleil des Guides de France qui regroupent les jeunes de milieux défavorisés, notamment les jeunes de culture musulmane, et qui s'inspirent de la pédagogie de l'action catholique spécialisée.

En nous appuyant sur l'analyse des archives des mouvements concernés et sur des entretiens avec des responsables de ces mouvements et des militants de culture musulmane sur toute la période, nous nous demanderons dans quelle mesure les mouvements d'éducation populaire catholiques ont pu être un tremplin pour l'engagement de jeunes de culture musulmane. Nous analyserons d'abord les modalités d'engagements vécus par ces jeunes grâce aux mouvements : engagements dans leur quartier le plus souvent, mais aussi à l'échelle nationale ou internationale et parfois même dans leur communauté religieuse musulmane car l'objectif des mouvements n'est pas la conversion des jeunes au catholicisme mais l'éveil de leur foi propre à travers l'approfondissement de valeurs communes aux deux religions. Nous nous interrogerons ensuite sur l'importance de cette expérience d'engagement pour ces jeunes, en étudiant notamment la question de la durée de l'investissement dans le mouvement et celle de la prise ou non de responsabilités en son sein. Cette question de la prise de responsabilités de jeunes de culture musulmane est une pierre d'achoppement pour les responsables catholiques dans tous les mouvements étudiés et est donc l'objet de débats qui rejaillissent sur l'investissement des jeunes concernés. Dans un troisième temps, nous analyserons les trajectoires de quelques-uns de ces jeunes après leur passage dans un ou plusieurs mouvements catholiques : est-ce que cette expérience a orienté leurs choix de vie ? Ont-ils continué à s'engager et, si oui, dans quels cadres ?

[Sommaire/Programme](#)

**Le monde associatif comme parade aux réticences
sur l'engagement « politique » des enfants : le cas des Conseils Municipaux d'Enfants**

Je propose dans cette communication de questionner l'engagement des enfants membres des conseils municipaux d'enfants (CME), étudié dans une thèse de science politique soutenue en décembre 2013. Pour ce faire, je m'appuie sur les observations effectuées durant 3 ans dans les séances de ces conseils, notamment à Lille, au cours desquels sont pensés les moyens d'action, puis pendant la mise en œuvre des activités, lorsque les enfants sont dans leur réalisation effective.

Les CME sont présentés par leurs promoteurs comme un « apprentissage de la démocratie » ou de la « citoyenneté » pour des enfants généralement âgés de 9 à 11 ans, et visent deux objectifs : permettre à leurs jeunes membres de s'exprimer sur des problèmes qui les concerteraient directement, et servir d'apprentissage politique en se frottant à une citoyenneté « grandeur nature ». Cependant, les CME sont le lieu de diverses formes de dépolitisations : la dimension politique de telles structures est largement niée par leurs promoteurs, au motif que la population qui les compose serait imperméable à toute forme de politisation ou de rapport au/à la politique ; les parents des jeunes élus tendent à revendiquer le monopole de l'éveil politique de leur enfant ; les élus et employés municipaux, qui organisent le déroulement concret des CME, demeurent très prudents vis-à-vis de tout risque d'« endoctrinement » dont on pourrait les accuser ; tandis que les enseignants, qui ont pour tâche de prendre en charge le déroulement des élections dans les enceintes scolaires, sont pris dans diverses contraintes de rôles qui limite leur évocation de la politique à ses aspects institutionnels. Au final, ces divers acteurs et processus cantonnent les enfants à des activités qui les enferment dans les représentations sociales qu'on porte sur eux, à savoir des êtres politiquement innocents, prompts à faire preuve de générosité dans le cadre d'activité avant tout philanthropiques : nettoyer des espaces verts, rendre visite à des personnes âgées, faire des opérations de prévention de la sécurité routière, sensibiliser au braille, collecter des denrées alimentaires pour les plus démunis, des jouets pour les enfants malades, des vêtements pour les sans-abri, des livres pour des bibliothèques.

À partir de ces considérations dépolitisées, les problèmes soulevés par les enfants élus semblent ne trouver de réponse qu'au niveau associatif, puisque les responsables des conseils les guident vers ces structures, comme s'il n'existe pas de modèle d'action alternatif. Cette orientation a de nombreuses conséquences sur le modèle de citoyenneté ainsi promu : elle valorise le registre philanthropique et humanitaire, c'est-à-dire des causes assez consensuelles dont la remise en cause radicale est politiquement et/ou symboliquement périlleuse. Elle permet aux enfants d'être confrontés à une réalité qui ignore les causes des inégalités et des discriminations abordées : il s'agit en effet de répondre dans l'urgence à des problèmes et des dysfonctionnements visibles, et non de mener une réflexion plus large sur les sources des problèmes sociaux. Le caractère urgent des situations à régler conduit à la promotion de l'action pour l'action, de la solidarité et de la revendication concrète, fragmente et particularise les réponses apportées.

[Sommaire/Programme](#)

Être éduqué à la « citoyenneté ». Pourquoi et comment les jeunes participants aux associations des quartiers populaires vivent-ils cette forme d'éducation ?

Si le principal ancrage empirique de cette communication sera une enquête de terrain réalisée entre 2003 et 2010 auprès de l'ensemble des acteurs associatifs, politiques, administratifs et policiers impliqués, dans un quartier populaire de Paris, dans la gestion territoriale de la population juvénile, nous mobiliserons également les enseignements de deux autres investigations : la première réalisée à Clichy-La-Garenne sur le public d'un « club de jeunes » ; la deuxième effectuée auprès des personnels de diverses structures d'accueil et d'encadrement de la région parisienne investis dans un dispositif de « démocratisation culturelle » (Point-Informations-Jeunesses ; Foyer de jeunes travailleurs ; Centres sociaux).

En considérant l'hétérogénéité des définitions données à la notion de citoyenneté par les acteurs associatifs des quartiers populaires, il sera possible de replacer cette dernière dans les autres mots d'ordre de l'action publique dite territorialisée (participation, proximité, civisme, diversité, sécurité). Par ailleurs, l'exposé articulera l'examen de la construction des dispositifs d'éducation à la « citoyenneté » par les autorités politico-administratives et la sphère associative (Conseil de la jeunesse ; Rallyes Sécurité routière ; Code de la civilité ; Journées citoyennes) avec l'analyse de leurs réceptions et de leurs usages par les populations cibles. Seront notamment mis en lumière les liens entre modalités temporelles, géographiques et sociales des participations associatives et expositions symboliques et pratiques à cette forme d'éducation.

La communication restituera d'abord les conditions d'un effet socialisateur de l'éducation à la « citoyenneté » sur les jeunes des quartiers populaires : celle-ci n'est pas, pour tous les acteurs associatifs et locaux, une figure obligée de l'engagement. Ensuite, on pourra identifier les incidences de ces intentions éducatives sur le rapport aux associations parfois initiatrices d'« éducation citoyenne », parfois simplement, sur ce plan, constituées en relais des autorités locales. Incidences également, enfin, sur le rapport aux territoires – « cette » éducation prend place dans les espaces publics – et, par conséquent, sur le rapport au monde. Inégaux devant l'école, la famille, les mondes du travail et la sociabilité, les jeunes le sont aussi devant l'éducation à la « citoyenneté » offerte.

Les fondements et les expressions de « Journées citoyennes » consistant en des rencontres sportives et des visites des institutions républicaines seront explorés. Ces apports empiriques sur l'articulation entre action publique territorialisée et conditions des jeunes urbaines populaires, entre État et socialisation, permettent de montrer que si les réceptions de l'éducation à la « citoyenneté » varient en fonction des modalités de production et d'usage de cette dernière, il s'agit d'une forme d'éducation qui opère invariablement sur ces populations comme une force de rappel de l'obligation qu'elles ont, d'où qu'elles viennent, quelles qu'elles soient et quoi qu'elles fassent, de « démentir le soupçon » d'être, dans leur rapport aux institutions et donc, dans l'ensemble de leur existence, moins citoyennes que les autres fractions de la jeunesse.

[Sommaire/Programme](#)

La tension entre logiques partisanes et logiques associatives

au sein des organisations politiques de jeunesse,

Usages buissonniers du politique chez des Jeunes Communistes de Seine-Saint-Denis.

Les organisations politiques de jeunesse sont généralement appréhendées comme des écoles de formation de futurs professionnels politiques (Bargel, 2009). En ce sens, n'incarnent-elles pas une sorte d'anachronisme, en contradiction avec les aspirations des nouvelles générations à un engagement plus distancié (Ion, 2012) ?

Pourtant, dans les quartiers populaires, d'autres usages de ces structures existent: des jeunes au profil militant atypique (issus des classes populaires et/ou des minorités) peuvent s'approprier les antennes locales des organisations de jeunesse, qui servent alors de supports pour développer des formes d'activités associatives et culturelles: des projets artistiques, conviviaux ou solidaires.

S'inscrivant dans le deuxième axe du Colloque, cette communication vise à interroger cette tension entre logiques associatives et logiques partisanes à travers l'exemple des dynamiques contradictoires qui traversent l'organisation des Jeunes Communistes (JC).

Je me concentrerai sur le cas d'une fédération JC (Seine-Saint-Denis) étudiée dans le cadre d'une thèse en sociologie portant sur l'implantation partisane dans les quartiers populaires. En croisant les échelles et les méthodes (ethnographie des activités des sections et d'événements fédéraux ou nationaux; données chiffrées sur les adhérents de la fédération; analyse de documents internes), il s'agira moins ici de faire une «sociologie de la JC» qu'une sociologie de ses usages populaires et buissonniers (De Certeau, 1990).

Ces usages buissonniers suscitent des tensions dans l'organisation, au niveau local et national: alors que certains militants y voient un risque de dilution voir d'évitement du politique (Eliasoph, 2010 ; Hamidi, 2010), les promoteurs de ces pratiques de politique sans en avoir l'air(Le Gall, Offerlé et Ploux, 2012) les présentent au contraire comme le seul moyen à même de remobiliser une jeunesse populaire très éloignée des partis.

La présentation de ces dynamiques contradictoires à travers des exemples empiriques invitera à nuancer les dichotomies entre «nouvelles» et «anciennes» formes d'engagement. On soulèvera ainsi deux questions qui dépassent le seul cadre des JC ou des organisations politiques de jeunesse : à quelles conditions est-il envisageable de valoriser les savoir-faire populaires au sein des structures traditionnelles de participation? Comment se fait le partage institutionnel entre ce qui relèverait ou non du «politique»?

[Sommaire/Programme](#)

**Des mots aux actes : évolution et diversité de l'engagement politique
dans le groupe de rap allemand Advanced Chemistry**

Pourquoi choisir un groupe de rap allemand, qui plus est presque inconnu en France ? Trois rappeurs composent le noyau du groupe (Frédéric Hahn, Toni Landomini, Kofi Yakpo), fondé dans les années 1980. Leur musique est surtout festive, mais dès les débuts, certains textes sont revendicatifs (contre le racisme, pour l'intégration des jeunes issus de l'immigration). L'intérêt de ce groupe est que ses trois membres ont peu à peu développé et diversifié les modes d'engagement pour les revendications des premiers textes.

Trois étapes sont à dégager de ce point de vue. La période suivant la Réunification allemande voit en Allemagne de nombreux actes xénophobes. Les trois membres du groupe ont la vingtaine et écrivent des textes revendicatifs: d'abord sur le plan linguistique avec l'usage de l'allemand (l'anglais étant alors plus courant dans le HipHop) comme langue nationale, ensuite par des textes dénonçant le racisme et la xénophobie quotidienne, en réaction à des agressions racistes très violentes, enfin au sein de leur pratique en participant à des concerts et albums collectifs contre l'extrême-droite.

En 1998 commence une nouvelle ère pour l'Allemagne et pour le groupe. Le nouveau gouvernement favorise les associations pour favoriser l'intégration des populations issues de l'immigration. Dans ce contexte, les membres d'Advanced Chemistry co-fondent le collectif « Brother Keepers », qui proteste contre le racisme en chanson, mais aussi par des actions pédagogiques dans les écoles. Toni Landomini, lui, s'engage dans des projets allemands (visites d'écoles également) et européens (projet 'banlieues d'Europe', discours au parlement européen...). Or, ces nouvelles formes d'engagement sont aussi bien dues à l'évolution politique, qu'à des évolutions personnelles : ainsi les textes de Brother Keepers mettent-ils en exergue la lassitude et la perte de l'optimisme des premières années d'engagement devant une situation politique qui ne change pas malgré les promesses. Toni Landomini, lui, gagne par son engagement une certaine reconnaissance et collabore grâce à elle avec le Goethe Institut en France ou le parlement européen. Une troisième étape a lieu après 2006, année marquant le début d'une politique d'intégration coordonnée au niveau fédéral en Allemagne. Kofi Yakpo participera à son développement en collaborant avec le député Thilo Hoppe, qui travaille sur ces questions au sein du Bundestag. Parallèlement, un autre type d'engagement se dégage : Kofi Yakpo est en effet chercheur en linguistique de profession, et travaille sur les relations de pouvoir entre les langues. L'engagement se fait donc au cœur de la recherche scientifique.

L'étude de l'exemple des membres d'Advanced Chemistry a donc trois avantages principaux : d'abord, il marque la diversité des engagements de trois exemples, et surtout la manière dont ils évoluent au fil des ans. Ensuite, il met en exergue le fait que la forme des engagements est influencée à la fois par la reconnaissance acquise avec la maturité, et par la politique menée au sommet de l'Etat, montrant l'importance de ces deux facteurs dans l'engagement des jeunes au sein d'associations. Enfin, il montre un passage des textes à la pratique de l'engagement, avec toutes les différences, et parfois les contradictions, que ce passage rend inévitable.

[Sommaire/Programme](#)

Conseil de jeunes et parabole participative.

Entre apprentissage et urgence, la confrontation comme apogée de la participation.

Que se passe-t-il dans un Conseil de Jeunes ? On nous présente souvent les intérêts et avantage qu'ils représentent, ou bien les enjeux qu'ils cachent, plus rarement la manière dont se vivent les échanges, les relations entre les jeunes et leurs animateurs, entre les jeunes et les élus de la collectivité qui les accueille. J'ai souhaité aller me rendre compte, par moi-même, de cette réalité cachée.

Pendant près d'un an j'ai déambulé entre séances plénières et groupes de travail. Plus particulièrement, au sein d'un groupe de travail axé sur la valorisation des actions et engagement des jeunes à l'échelle de la ville d'Angers, le groupe « Valorisation ».

Dans l'envie de voir ce qui peut permettre aux jeunes de s'inscrire dans une réelle participation, de ne pas être instrumentalisés, j'ai observé, les prises de décision, comment elles étaient amenées, formulées et validées, par qui, les origines de ces prises de décision, les tensions qui les entouraient. Partant de l'idée que la décision n'est pas un seul instant « t », j'ai choisi de m'intéresser à l'avant décision, aux débats, aux échanges autour de la décision. J'ai donc observé, dans une approche plus psychosociologique, les interactions, le sens des mots, des gestes et attitudes. Dans une démarche d'observation non participante, j'ai filmé les rencontres et échanges entre les jeunes du groupe Valorisation et les animateurs de la ville d'Angers.

Le recueil de données a donc consisté en la présence d'une caméra discrète, posée dans un coin de la salle de réunion du groupe Valorisation, en ma présence, non interactive, aux côté de ce groupe et en une prise de notes complémentaires. Une analyse, compréhensive, de ces vidéos (visionnage, retranscription des dialogues, identification des échanges significatifs, catégorisation à postériori des modes de prises de décision) m'a ensuite, permis d'aboutir à une peinture particulière, une typologie de la participation dans un conseil de jeunes, à distance des représentations admises. La prise de décision, dans un groupe restreint suit en fait des chemins fort variés et différents les uns des autres. Si les enjeux, les attentes de la collectivité sont bien présents dans les échanges, les enjeux peuvent également avoir tendance à se déplacer à l'intérieur du dispositif lui-même, du groupe de travail, et à suivre des contours parfois inattendus (place des professionnels entre accompagnateurs et acteurs, représentations des jeunes entre eux, ambitions et objectifs personnels, etc.).

Ce tableau qui se fait jour sur la participation dans un Conseil de jeunes nous montre un espace où l'impact des jeunes sur la prise de décision peut paraître relativement limité. Celui-ci s'inscrit dans une temporalité et fait apparaître trois phases d'implication inégales où seule l'intermédiaire, dans une logique néanmoins conflictuelle, peut revêtir les caractéristiques attendues d'une participation. Entre une première phase d'apprentissages, bien réels, et une phase d'urgence et de retrait de l'implication des jeunes, à l'approche des manifestations ou des évènements organisés, l'implication des jeunes dans un conseil de jeunes relève en effet d'une confrontation. Confrontation au cadre du dispositif, confrontation à la collectivité, aux animateurs du dispositif, aux autres jeunes... Cette phase intermédiaire voit l'implication de jeunes et le développement des débats, des argumentations, des alliances, des oppositions, de la recherche du sens de l'action... Les échanges se développent dans les espaces formalisés par le dispositif ou bien s'exportent dans l'informel, dans les interstices, entre les réunions et les regroupements.

Bien que le jeu soit clairement posé au départ, que les jeunes entrent dans un dispositif pour agir par eux-mêmes, pour détenir les clés de la conduite de leurs projets, la clé « décision » doit se conquérir au quotidien dans cet espace de confrontation. Cette conquête est un combat, permanent, avec la collectivité, avec les animateurs du dispositif, avec d'autres jeunes. Cet espace intermédiaire, de confrontation, est le seul qui puisse pourtant donner une possibilité pour les jeunes d'agir sur leur destin, s'ils s'en saisissent. En même temps, il nous renvoie à une des caractéristiques de la démocratie, notamment participative.

[Sommaire/Programme](#)

Les outils de valorisation et de reconnaissance de l'expérience des jeunes bénévoles

Cette communication rend compte d'un projet de recherche collaboratif initié depuis plusieurs années entre le laboratoire CEREP de l'Université de Reims Champagne Ardenne et des têtes de réseaux du milieu associatif régional : FRMJC, CRESCA, URIOPSS, MFR, etc. Nous proposons de présenter les résultats de la première phase qui porte sur la reconnaissance et la valorisation de l'expérience bénévole. La reconnaissance des acquis de l'expérience bénévole est actuellement encouragée par la promotion de l'employabilité et constitue un moyen d'encouragement à l'égard de la citoyenneté particulièrement pour les jeunes. Si cette reconnaissance se traduit par une multiplication des référentiels de compétences, ces outils exigent souvent une réflexion, parfois une auto-évaluation et l'identification par l'individu des compétences construites dans le cadre de son activité bénévole. Il existe ainsi plusieurs outils au niveau européen à destination des jeunes (attestations, certificats, portfolios, etc.) dont les finalités et les usages doivent être analysés pour en comprendre la légitimité et l'utilité. Cette recherche collaborative envisage le cadre associatif comme un espace d'apprentissage pour les bénévoles. Dans cette perspective, la compétence se mobilise alors dans l'action et « renvoie à une maîtrise globale d'une situation sollicitant chaque fois une reconfiguration des savoirs et des capacités auxquelles s'ajoutent les connaissances, l'expérience, les affects et l'émotion ». En lien avec l'axe 1 du colloque, il s'agit de montrer les types de compétences et les finalités privilégiées par les outils de reconnaissance et de valorisation qui sont disponibles pour les jeunes bénévoles. Sont-ils en effet adaptés à la situation des jeunes bénévoles et aux nouvelles formes de l'engagement ? Il s'agit également de présenter le point de vue des acteurs qui participent à la vie associative (responsables associatifs, bénévoles) sur la reconnaissance et la valorisation des compétences acquises par l'activité bénévole. La démarche méthodologique est diversifiée tant sur le plan du recueil et de la production des données (référentiels, entretiens) que sur leur analyse (AFC, analyse de contenu). Trois référentiels de compétences ont été analysés, une dizaine d'entretiens ont été menés en région Champagne-Ardenne avec des responsables associatifs. L'analyse de trois référentiels (« Bénévolat : Reconnaître les compétences », « Valoriser les acquis d'une expérience bénévoles » « Passeport de l'engagement ») montre qu'il n'y a pas de consensus sur ce qui est censé se développer lors de l'expérience bénévole. L'usage des outils de reconnaissance et de valorisation des compétences présente des difficultés pour toutes les personnes qui s'engagent dans cette procédure. Sans remettre en cause la pertinence et l'exhaustivité de ces outils, les acteurs du monde associatif interrogés estiment finalement qu'ils ne permettent pas de s'adapter à chaque parcours car l'ambiguïté entre les frontières des mondes professionnels et associatifs rend difficile la formalisation de l'expérience sur une seule dimension en l'occurrence celle du bénévolat. Plus précisément la question de l'adresse de ce type d'outil est soulevée à mainte reprise dans ces discours car finalement ces référentiels ne s'adressent implicitement qu'à un public particulier, le bénévole expérimenté. Paradoxalement pour les jeunes, l'exhaustivité des situations évoquées dans le référentiel rend le travail de formalisation difficile. La difficulté de formaliser son parcours à l'aide d'un référentiel s'explique non seulement par la fragmentation des espaces d'action évoqués (animation d'équipe, de projet, etc...) qui dans la réalité ne sont pas si distincts mais aussi par la porosité des mondes où les individus évoluent. Ces outils sont finalement pensés non seulement en dehors de l'intérêt du projet associatif mais aussi sans véritable intérêt immédiat pour les jeunes car ils sont finalement destinés à « autrui ». Même s'ils peuvent redonner confiance à un jeune bénévole ils permettent à la fois l'obtention d'un diplôme ou une partie de diplôme mais également l'enrichissement d'un dossier de candidature pour un emploi. Or les résultats montrent que, du point de vue des acteurs associatifs, la démarche de reconnaissance des compétences doit participer à l'intégration des jeunes dans les associations.

[Sommaire/Programme](#)

La « vie de château » refusée des jeunes ruraux. Monde étudiant à Limoges et engagement dans les mouvements de jeunesse ruraux (Haute-Vienne, années 1970-1980)

Ce projet de communication s'inscrit dans le cadre de l'axe 3 « La participation et la place des jeunes dans la Cité » et vise à décrire les conditions de l'incitation des jeunes à s'engager dans une phase d'ébranlement des formes de reproduction sociale d'une région à dominante agricole. À partir d'une enquête en milieu agricole et rural dans les années 1970, l'enquête à partir de laquelle est construite cette proposition de communication examine de façon exploratoire les conséquences en termes de sociabilité et de politisation de l'implantation d'une offre universitaire dans une région à dominante rurale (le Limousin, plus particulièrement la Haute-Vienne), jusqu'ici dépourvue d'une telle perspective.

1. Une approche du monde étudiant en milieu rural

Notre approche s'inscrit dans les pas de travaux récents consacrés à la transformation des conditions culturelles (et pour tout dire scolaires) d'apprehension de la politique active en milieu rural. Le terrain initial de notre recherche consiste à explorer la structuration d'un groupe de jeunes de la campagne haut-viennoise autour du Château de Ligoure (à 20km de Limoges) devenu à partir de 1977 le lieu d'un foisonnement associatif permettant à toute une jeunesse rurale et péri-urbaine de vivre des expériences militantes a priori inédites. En effet, à la fin des années 1970, plusieurs « jeunes » proposent à l'héritière de ce château (implanté comme lieu d'innovation agricole à la fin du 19ème siècle par le fils du sociologue Frédéric Le Play) d'en reprendre la gestion afin d'en faire un carrefour d'initiatives et de rencontres militantes alternatives mais aussi un lieu d'expérimentations de l'implantation de jeunes néo-ruraux sur les fermes attenantes au domaine. Pendant plusieurs années, les parcours de vie de plusieurs dizaines de jeunes issus des campagnes limougeaudes permettent d'envisager la naissance d'un militantisme néo-rural : Amis de la Terre, Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne, ou initiatives plus localisées comme les CUMA (Coopérative d'utilisation de matériel agricole). Plus généralement, les mécanismes d'inflation des titres scolaires et de diversification des temps d'étude vont progressivement disperser les initiatives militantes vers un pôle plus théorique, marxiste et urbain (Cercle Gramsci, PSU ...) et un autre pôle plus associatif, idéologiquement plus indifférencié et encore fortement ruralisé (à défaut d'être agricole). Cette approche du monde étudiant / rural (début d'études, bifurcations entre disciplines, arrêts du parcours scolaire pour s'installer en agriculture ... etc.) peut permettre de préciser utilement les conditions sociales des engagements de jeunesse.

2. Trajectoires sociales et militantes de jeunes ruraux

Les trajectoires de jeunes ruraux sont reconstituées à partir d'entretiens menés depuis fin septembre 2014 auprès de différentes vagues de fermiers, mais aussi auprès de militants des associations de jeunesse qui se sont progressivement rattachées au « château ». Notre ambition est de mesurer, de photographier, ce que l'offre universitaire fait aux jeunes dont les origines sociales agricoles les prédisposent encore à pouvoir poursuivre, dans le début des années 1970, dans la voie de la reprise des exploitations familiales ou bien dans une entrée dans la vie active par le salariat agricole. De façon évidente, il faut en revenir aux thèses avancées par C. Fossé-Poliak et G. Mauger, ou même B. Lacroix, quant à l'influence première que le mode de vie étudiant implique dans la genèse de toutes les sociabilités intellectuelles et dont le militantisme contre-culturel (écologiste, marxiste ou chrétien) est une occurrence, fut-il parfois porté par une rupture et / ou l'échec de l'acclimatation à cette vie. Il ne semble pas que cette thèse ait été appliquée pleinement aux jeunes ruraux, et spécialement à ceux qui ont connu la bifurcation entre l'activité agricole et la possibilité d'ascension sociale, bref à ceux qui ont refusé l'héritage.

[Sommaire/Programme](#)

Un dispositif socio scientifique au service de la participation des jeunes

En France, depuis quelques années une rhétorique participative s'est développée touchant différents domaines de l'action publique. Des instances participatives se sont mises en place en direction des jeunes en vue de donner une place à leur parole dans le débat local. Cette volonté d'associer ces « sans voix » aux décisions locales pour mieux prendre en compte leurs besoins s'est caractérisée par deux approches différentes de la participation (Loncle, 2008) : une logique consumériste basée essentiellement sur la consultation des jeunes et une logique démocratique qui vise à promouvoir leur empowerment c'est-à-dire « leur capacité d'action et de s'émanciper » (Bacqué, 2005).

Notre contribution s'appuie sur une recherche-intervention de type accompagnement à la décision politique contractualisée avec une municipalité par une Convention Industrielle de Formation par la REcherche (CIFRE). La commande est de co-construire un observatoire sur le « vivre sa jeunesse » dans une ville péri-urbaine en vue d'élaborer une politique de la jeunesse davantage en adéquation avec les besoins de ce public. La recherche-intervention s'inscrit dans le prolongement des différentes démarches de recherche qui articulent la science et l'action (Bedin, 2014). En plus d'une finalité heuristique de production de connaissances, elle poursuit une visée praxéologique à travers la transformation des pratiques. Dans la recherche-intervention présentée, l'observatoire « vivre sa jeunesse » se positionne comme un dispositif socio scientifique (Marcel, 2010), situé à l'interface entre le monde universitaire et le monde socio-politique. Des instances participatives de pilotage et de travail sont établies impliquant à la fois les décideurs politiques, des techniciens et des jeunes afin de co-élaborer ce dispositif longitudinal de recueil de données. Au sein de ce dispositif socio scientifique les savoirs de chacun de ces acteurs et leur régime de légitimité se confrontent. Notre réflexion porte plus précisément sur la circulation du savoir d'usage des jeunes entendu comme un savoir adossé à une pratique répétée de leur environnement immédiat (Sintomer, 2003).

Il s'agit, dans cette contribution, de mettre en avant, au sein d'une recherche-intervention, le rôle d'un dispositif socio scientifique dans la circulation du savoir d'usage des jeunes ainsi que dans le développement de leur participation citoyenne et de leur pouvoir d'agir. La théorie de la traduction proposée par Callon (1989, 2003) est mobilisée pour identifier les chaînes de traduction et les espaces d'intéressement. À partir d'une analyse sémantique et thématique des données qualitatives issues d'entretiens semi-directifs conduits auprès de jeunes impliqués dans la démarche et d'une observation participante des interactions et des discours développés pendant des réunions de travail entre les jeunes et les conseillers municipaux, la trajectoire du savoir d'usage des jeunes est ainsi mise au jour.

[Sommaire/Programme](#)

L'engagement associatif des jeunes tunisiens dans un contexte sociopolitique en mutation : représentations et motivations

La période d'après le 14 janvier 2011 ,date de la révolution tunisienne, est marquée par la naissance de plusieurs partis politiques, de syndicats, une poussée démographique considérable d'associations et surtout d'une ruée vers ces organismes : la participation semble être de plus en plus intéressante tant pour les adultes que pour les jeunes , ces derniers sont plus nombreux dans les associations que dans les syndicats et les partis politiques et ils ont aussi le mérite de créer leurs propres associations.

Pourquoi les jeunes choisissent-ils donc les associations? Quelles représentations ont-ils de leur engagement associatif? Quel sens peuvent-ils donner à leur engagement ? Et finalement, qu'est ce qui les a motivés pour s'engager ?

Cette étude a pour objectif d'aboutir à une visibilité plus grande et à une meilleure connaissance des jeunes tunisiens dans leurs associations, de mettre en lumière les représentations de leur implication, le sens que donnent à leur engagement et les raisons qui les ont poussé à s'engager.

Notre population est composée de jeunes tunisiens engagés dans des associations de divers domaines d'activité appartenant à des régions distinctes, de genre dissemblable, d'âge et de niveau d'instruction différents. Nous avons opté pour un échantillonnage en grappes à plusieurs degrés vue l'absence d'une base de données des jeunes impliqués dans les associations, pour avoir enfin un échantillon de 285 jeunes engagés dans divers types d'associations et repartis dans les différentes régions du pays.

Nous avons opté pour une enquête expérimentale et nous avons choisi de nous appuyer sur le questionnaire comme outil efficace pour le recueil des données à grande échelle. Nous avons utilisé la technique de l'analyse prototypique et catégorielle qui vise à analyser le sens que donnent les jeunes à leur engagement. Et, nous avons fait appel aux techniques d'analyse des fréquences pour étudier les motivations de l'engagement. Nos résultats ont montré que :

La notion d'engagement est perçue par les jeunes comme une action collective permettant de passer d'un statut passif à un autre actif, même si les univers de leurs représentations de l'implication associatif est polysémique et variable en fonction de leur âge, du genre, du domaine de l'activité de l'association et du milieu d'appartenance.

Et Les motivations des jeunes de leur engagement associatif sont multiples et pluridimensionnelles dont la logique attractive distinguée est la logique altruiste.

En conclusion, les jeunes tunisiens éprouvent une envie à s'engager, ils s'impliquent dans le but de vivre leur citoyenneté et participer au changement de la société à travers un lieu de médiation : l'association. D'autres jeunes tunisiens non engagés ont peut-être des freins, pour y accéder !

[Sommaire/Programme](#)

Impératif institutionnel d'engagement et conduite de vie des jeunes précaires

La communication proposée sera l'occasion de confronter à des fins heuristiques deux séries de travaux conduits sur deux terrains différents.

D'une part, les auteurs mobiliseront les travaux consacrés depuis deux, trois ans et toujours en cours (sous la forme d'observations directes et d'entretiens avec jeunes et formateurs, cadres en charge de leur « accompagnement » sur plusieurs sites distincts) à des dispositifs visant à (ré)orienter vers l'emploi de jeunes chômeurs sans diplômes, le plus souvent qualifiés institutionnellement d'« éloignés de l'emploi » (École de la deuxième chance, Établissement public d'insertion de la Défense, actions de formation de la Fondation Apprentis d'Auteuil, autres plateformes d'insertion). L'observation du travail des agents chargés de mettre en musique au quotidien les principes visés par ces dispositifs (autonomie, responsabilisation, etc.) et, par là, de faire face aux jeunes a montré qu'il passait par une mobilisation de ceux-ci dans le sens d'une mobilisation de soi : par les discours qui leur sont tenus de façon incessante (dès les phases de sélection à l'entrée des dits dispositifs), les formes de management des groupes que ces jeunes constituent au sein des organismes qui les accueillent, les hébergent, il s'agit d'obtenir (autrement dit d'encourager et de valoriser) leur implication : rien ne sera possible sans eux, ils doivent manifester leur volonté de s'en sortir, etc. Bref, ils sont l'objet d'une obligation d'engagement.

D'autre part, les auteurs mobiliseront des travaux conduits depuis une dizaine d'années et cette fois-ci relatifs - sous la forme là aussi d'observations directes et d'entretiens - aux usages de l'argent et du temps de jeunes logés en Foyers de jeunes travailleurs (FJT). Ceux-ci font apparaître, parmi d'autres, des usages en matière budgétaire, économique urgentistes, « à l'arrache » dont les logiques sont ancrées dans des conditions sociales d'existence spécifiques (trajectoires scolaires heurtées, non choix des filières de formation suivies, niveau de revenus très faibles, emplois précaires, etc.). Le rapport au temps présent, essentiellement à l'origine des conduites de ces jeunes, s'oppose à la logique de projets à venir prônée par les institutions d'accompagnement et les dispositifs.

La confrontation de ces deux terrains conduira tout d'abord à attester de l'activité déployée par les agents des différentes institutions observées à obtenir une conversion du système d'attitudes, de comportements des jeunes supposée préparer leur entrée sur le marché de l'emploi et, plus généralement, une vie socialement valorisée. Par ailleurs, le dialogue entre ces deux séries de travaux permettra d'interroger les conditions à partir desquelles les attentes institutionnelles en matière de participation trouvent à être entendues de la part des agents qu'elles ciblent - autrement dit de leur rencontre « heureuse ». Mais, ce faisant aussi, le dialogue entre ces deux séries de travaux permettra d'interroger les possibles écarts entre ces attentes - et les modalités concrètes qui les traduisent - et les logiques pratiques structurant les conduites de vie des jeunes enquêtés.

[Sommaire/Programme](#)

De l'engagement des jeunes à la transformation sociale

Principalement intéressés par le milieu associatif et valorisant la dimension concrète de l'engagement, les jeunes préfèrent s'investir dans des projets et des actions sur lesquels ils peuvent avoir une certaine maîtrise, quand ils n'en sont pas eux-mêmes les porteurs. Ils investissent notamment les secteurs de la culture, de l'écologie, de l'action sociale, de la solidarité internationale ou même du sport.

La question de l'engagement des jeunes a régulièrement été étudiée ces dernières années, comme le prouvent les références mobilisées dans l'appel à communication. L'analyse de ces formes d'engagement a mis en avant l'importance de la dimension collective ainsi que les impacts sur le territoire. Dans le cadre de différentes études, j'ai eu l'occasion d'interroger ce phénomène au sein de la région Rhône-Alpes, et plus précisément dans l'agglomération grenobloise. L'objectif de cette communication sera de mettre en perspective les éléments fondamentaux de l'engagement associatif des jeunes, principalement quand ils en sont eux-mêmes les porteurs, afin de voir en quoi ils peuvent nous renseigner sur le visage contemporain de la transformation sociale. Pour ce faire, il s'agira de mobiliser deux concepts importants : émancipation et commun.

Dans un premier temps, il importera de questionner spécifiquement les formes d'engagement portées par les jeunes. Ce faisant, nous verrons qu'au-delà des singularités, ces formes donnent à voir des éléments communs, ayant trait à l'agencement collectif (liens affinitaires, souplesse et horizontalité), au rapport au territoire (de l'inscription locale aux liens réticulaires) ou à la distance prise à l'égard du pouvoir politique (entre défiance, désillusion et volonté d'autonomie) qui n'empêche pas le développement de tactiques pragmatiques.

À partir de là, deux directions s'offriront à nous. En ce qui concerne les jeunes eux-mêmes, ils s'inscrivent dans des trajectoires d'engagement qui convoquent une approche en termes d'expérience. S'engager, c'est développer des habiletés sociales (Diebold) et des compétences créatives (Roulleau-Berger) certes, mais c'est surtout prendre conscience de ses potentialités et s'inscrire dans un processus d'émancipation. Si ce processus se donne à voir au niveau individuel, il est aussi collectif. Ce dont témoignent les formes d'engagement portées par les jeunes, c'est d'une nouvelle manière de tisser le lien social (Sue), mais c'est aussi d'un autre possible concernant les modalités d'agencement démocratique, notamment à l'échelle locale. Ce dernier élément s'inscrit dans une réflexion concernant le commun en tant que paradigme sociétal (Dardot/Laval).

L'interrogation qui s'ouvre est peut-être celle de la génération. En effet, des squats aux ZAD, des festivals à Occupy, ces jeunes qui s'engagent ouvrent la voie d'un nouvel horizon d'attente. Ce qui pourrait les conduire à donner un nouveau nom, et de nouveaux visages, à la transformation sociale, au-delà de l'indignation.

[Sommaire/Programme](#)

Le rapport aux orientations scolaires et professionnelles des jeunes pour comprendre les motivations aux engagements volontaires et solidaires à l'international

Les recherches sur les engagements associatifs et militants ont depuis longtemps démontré la place des socialisations préalables dans les parcours individuels d'engagements. À ce titre, J. Siméant rappelle qu'il y aurait des dispositions plus favorables à un militantisme cosmopolite : « Les acteurs les plus mobiles et les plus à même de réaliser le travail de mobilisation à l'international sont aussi ceux qui sont dotés de certaines ressources, soit par leurs organisations, soit de dispositions héritées de leur socialisation ou de leur position sociale (ressources financières, capacité à se mouvoir dans des contextes variés, souvent héritée de leur socialisation, maîtrise de plusieurs langues...) ».

Dans une autre perspective, le secteur associatif serait le lieu privilégié d'expérimentation des dispositifs d'emploi atypiques mis en place par l'État qui se comprennent à travers l'évolution des politiques publiques. Ainsi, le volontariat pourrait représenter une forme de travail gratuit contribuant aux missions d'intérêt général incomptant à l'État. De plus, dans un contexte de forte pénurie d'emplois, les jeunes seraient inégaux face aux dispositifs de volontariat. Pour les jeunes les plus diplômés et issus de milieux sociaux favorisés, le volontariat représenterait un engagement libre et permettant de cumuler des expériences supplémentaires. Pour les autres, le volontariat serait contraint à défaut d'emploi.

Si le niveau d'études reste un facteur déterminant dans l'entrée dans la vie active, facilite ou à l'inverse, handicape les parcours professionnels, la relation entre difficultés d'emploi et engagement volontaire mérite d'être nuancée. En effet, pour comprendre les motivations à réaliser un volontariat, la situation professionnelle des jeunes mérite d'être enrichie par le degré de liberté de choix dans leurs parcours.

À travers une enquête qualitative menée auprès de 33 anciens volontaires partis au moins neuf mois dans un pays dits en développement pour réaliser une mission solidaire dans un cadre associatif par le biais de différents dispositifs de volontariat (Volontariat de solidarité internationale, Service volontaire européen), il ressort que le rapport aux études et à l'emploi qu'entretiennent les jeunes adultes lorsqu'ils entament des démarches pour réaliser un volontariat solidaire à l'international apparaît comme une dimension importante pour comprendre les différents types de motivations, et ce peu importe leur niveau d'études ou leur origine sociale. Les individus ayant réalisé des études universitaires dans le secteur de la coopération internationale par exemple, mettent en avant leur choix dans l'orientation de leur scolarité. Pour eux, le volontariat s'envisage plus dans une logique de placement professionnel. Lorsque l'orientation scolaire ou professionnelle est subie, des ressorts identitaires forts sont liés à la volonté de réaliser un volontariat, et cette expérience peut faire office de moratoire ou encore de transition permettant d'envisager des réorientations professionnelles.

À travers cette communication, nous proposons donc de mettre en avant la relation entre le degré de liberté des jeunes dans leurs parcours antérieur au volontariat, et leurs motivations à réaliser cette expérience.

[Sommaire/Programme](#)

Régis MALET et Estelle CROCHU (Université de Bordeaux)

Devenir adulte en France et aux États-Unis. Une étude exploratoire des effets de l'éducation sur la construction de soi des jeunes en Aquitaine et en Californie.

Cette communication s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche BQR (Bonus Qualité Recherche) soutenu par l'Université de Bordeaux et la Région Aquitaine, intitulé JEDI (Jeunes et Éducateurs Dans la démocratie des identités - Aquitaine, Québec, Californie). Compte tenu des multiples identités qui s'affirment dans nos sociétés démocratiques, ce projet vise à étudier les effets de l'éducation et de la formation sur les formes d'entrée dans la vie adulte, et à construire ce faisant les conditions d'une meilleure compréhension de la construction de l'identité des jeunes, de leur rapport à leur propre devenir, et donc aux autres et à la Cité, à partir d'études inter-régionales et comparatives.

Sur les enjeux d'éducation, de formation, de citoyenneté et d'identités, les situations en France et aux États-Unis sont bien sûr très contrastées (Malet & Soëtard 2009). Les conceptions du lien social, de la fonction de l'école et les politiques en direction de la jeunesse sont très distinctives, pour des pays de forte immigration pour lesquels la façon de relever les défis d'identité et de citoyenneté s'oppose, au moins en principe, entre «l'universalisme républicain» français et le "multiculturalisme" étasunien. L'étude présentée veut d'abord interroger la nature changeante de la citoyenneté et de l'identité pour les jeunes français et américains, d'abord sur le plan des concepts, ensuite à partir d'une étude inter-régionale.

Une expression culturelle de la mondialisation est liée à la reconnaissance d'identités jeunes désormais hybrides, moins bornées et qui se caractériseraient par pratiques sociales, culturels, cultuels ou politiques reliées, d'un espace culturel à l'autre, ce qui interroge l'ancre territorial de ces constructions identitaires. Dans la recherche contemporaine sur la jeunesse, les conceptions de transitions à l'âge adulte linéaires forgées par un travail d'acculturation par les institutions, notamment les institutions éducatives, ont été remplacées par des approches de la diversité, de la complexité et de la nature multiforme de l'identité des jeunes. L'enjeu de cette étude est d'observer les continuités de ces formes de construction identitaire des jeunes, localement et selon plusieurs variables sociales, culturelles et convictionnelles, et entre des régions éloignées, ce qui peut permettre, de façon contrastive, de mesurer à la fois les effets des institutions et des territoires sur les formes d'entrée dans la vie adulte des jeunes.

Ce projet se déployera tout d'abord à travers un état de la question puis par une présentation d'une enquête fondée sur des questionnaires et des entretiens semi-directifs. Le corpus cible de l'étude est composé de jeunes hommes et femmes de 20 à 30 ans, résidant à Los Angeles, Californie et à Bordeaux, Aquitaine. Les répondants seront sélectionnés pour permettre des comparaisons intra-régionales et inter-régionales à travers des entretiens, selon des variables de genre, de niveaux de formation, d'activité, d'origine sociale, culturelle et ethnique. Un premier questionnaire sera diffusé au printemps 2015 et un questionnaire en ligne sera envoyé à une grande variété de jeunes. Une cohorte virtuelle sera recrutée par les sites web, et répondra à l'objectif de recruter à partir de sites à la fois physiques et virtuels afin de constituer un corpus mixte.

[Sommaire/Programme](#)

Quand les étudiants se mettent au vert : les pratiques citoyennes de consommation comme affirmation d'une appartenance sociale

Alors que certains ont pu parler d'un reflux de l'écologisme chez les jeunes, les causes écologistes semblent aujourd'hui suivre un net rajeunissement, comme en témoigne, dans le domaine de la consommation citoyenne, la multiplication au sein des universités des systèmes de circuits-courts ou des jardins partagés, des associations de végétariens, de freeganisme, etc. Cette population étudiante s'emparerait ainsi, en tant que groupe de « consom'acteurs », de nouvelles formes d'expression et d'engagement au travers de pratiques de consommation collaboratives, participatives et citoyennes. Les données mobilisées mettent en évidence, pour une large majorité des participants à ces espaces associatifs étudiants, une faible capacité à argumenter et à justifier les choix opérés, et une propension à user de l'affirmation morale d'une norme tacite de la « bonne » consommation qui se traduit par le recours à des mécanismes informels de domination, de disqualification ou d'exclusion face aux écarts à cette norme. Se pose ainsi la question des ressorts de cet engagement, en particulier du sens subjectif accordé à ces pratiques au regard des caractéristiques sociales de ces étudiants, essentiellement issus des classes moyennes culturelles.

À partir de données de terrain (observations et entretiens semi-directifs), récoltées auprès d'étudiants lyonnais insérés dans des associations en lien avec la consommation citoyenne, cette communication propose d'analyser les pratiques de ces étudiants au regard de leurs trajectoires et profils sociaux. Il ne s'agit pas d'opérer une dichotomie politique/apolitique, puisque de nombreux travaux invitent à prendre au sérieux la production éthique, morale ou sociale des opinions et des pratiques de citoyenneté, mais plutôt de saisir la signification du rapport à ces formes d'engagement politique. Le rapport éthique à ces pratiques s'appuie d'une part sur un « néo-hygienisme », c'est-à-dire sur un rapport à ces pratiques pensé au prisme « de la santé, du bien-être, de la salubrité » et d'autre part sur une éthique de la bonne conscience citoyenne à agir individuellement au nom de l'intérêt général. Les « mauvaises pratiques » se retrouvent ainsi disqualifiées en tant que pratiques non « saines », tant pour soi que pour les autres. La politisation des modes de vie vient donc ici légitimer le recours à un jugement moral normatif qui épouse les contours d'une distinction à l'encontre de ceux qui n'ont « pas encore » adopté les « bonnes pratiques », en particulier à l'encontre des catégories populaires dont les pratiques sont assimilées à la consommation de masse. Il est dès lors d'autant plus légitime de se distinguer des autres groupes sociaux au travers des pratiques de consommation que l'encodage politique vient justifier de l'existante de « bonnes » et de « mauvaises » pratiques. Ainsi, pour ces héritiers des classes moyennes culturelles au positionnement ambigu, il s'agit ici de la construction d'une légitimité à user d'un droit de regard et de jugement sur les modes de consommation d'autres groupes de cette même génération. Cette communication entend ainsi s'insérer dans l'axe 2, en interrogeant le rapport entre ces pratiques d'engagement et l'ancre social des jeunes concernés. Au-delà des significations politiques, l'adoption de ces pratiques de consommation correspond avant tout, lors du passage à l'université et de l'apprentissage de nouveaux modes de vie, à la construction et à la redéfinition des rapports sociaux au travers de l'affirmation symbolique d'une appartenance à un espace social, à une avant-garde culturelle formulant des modes de vie légitimes sur la base d'une justification politique de ceux-ci (le nécessaire changement social, la défense du bien commun).

[Sommaire/Programme](#)

Minorités et participation : l'engagement associatif des jeunes issus de la minorité pygmée en République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo (RDC) est un pays immense et diversifié culturellement où chaque communauté ou groupe ethnique fait face à un certain nombre de problèmes qui sont spécifiques. Dans cet espace géographique partagé, les populations identifiées sous le nom des « Pygmées » constituent une minorité occupant une place peu envieuse et marginale, car ne jouissant pas de façon substantielle des droits reconnus à tous les citoyens du pays.

Il n'existe pourtant pas des lois discriminatoires à l'endroit des Pygmées, mais des pratiques sociales néfastes qui ne favorisent pas leur visibilité dans l'espace public, longtemps contrôlé et dominé par d'autres composantes de la société (communautés dominantes). Cependant, les jeunes pygmées qui constituent le maillon le plus faible du groupe sont, eux-aussi, limités dans leurs actions, parce qu'évoluant dans un environnement hostile qui ne leur offre pas la possibilité d'émerger et d'accroître leur représentativité. Ce qui démontre l'absence des politiques de jeunesse et de participation.

Ainsi, notre projet de communication qui s'appuie sur les données collectées à l'occasion d'une enquête de terrain, se propose de mettre en relief :

1° Les facteurs qui entravent la participation et l'engagement des jeunes « pygmées » dans la société congolaise ;

2° Les limites des actions entreprises par l'État et les organisations de la société civile congolaise en faveur de la participation et de l'engagement de ces jeunes à la vie publique ;

3° Les façons dont les jeunes pygmées ne peuvent pas, dans un avenir immédiat, espérer une quelconque participation à la cité, non seulement qu'ils évoluent dans le contexte difficile de l'exclusion et de domination par les autres groupes dominants, mais encore et surtout parce qu'il n'existe pas, en République démocratique du Congo, des véritables mouvements de jeunesse capables d'influencer leur participation et engagement à la vie citoyenne.

[Sommaire/Programme](#)

Abderazzek NABLI (Université de Tunis)

Des difficultés d'intégration associatives des jeunes en difficulté

Dans quelle mesure les jeunes en difficulté d'insertion socio-professionnelle ont du mal à s'intégrer dans les structures associatives (sport civil) ? C'est à cette question que tente de répondre notre communication en confrontant les concepts définitoires et l'analyse des valeurs et des principes générées par l'Association et de cette catégorie de jeunes en nombre de plus en plus croissant notamment dans les quartiers déshérités, afin d'entrevoir une explication à ce faible taux d'engagement et de participation enregistré ces dernières année, en Tunisie. En effet le scoutisme tunisien, comme partout ailleurs, tout en étant « un mouvement de jeunesse reposant sur l'apprentissage de valeurs fortes telles que la solidarité, l'entraide et le respect, dont le but est d'aider le jeune individu à former son caractère et à construire sa personnalité » se voit de plus en plus déserté par les jeunes en difficulté d'insertion.

Peut-être faut-il penser à apporter les rectifications nécessaires et suffisantes quant à la philosophie, les valeurs et les lois qui ont toujours régi traditionnellement le fonctionnement du travail associatif, de manière à ce que l'Association devienne un véritable vecteur de cohésion sociale.

[Sommaire/Programme](#)

**Les mouvements étudiantins ivoiriens dans la construction de l'espace public
en Côte d'Ivoire**

La présente communication montre comment à travers les mouvements étudiantins, la catégorie sociale des jeunes participe à la construction, la déconstruction et la reconstruction de l'espace public en Côte d'Ivoire. En effet, du Président Houphouët-Boigny à Alassane Ouattara, en passant par Henri Konan Bédié, Robert Guéï et Laurent Gbagbo, les mouvements étudiantins, tout en s'invitant de façon violente dans l'espace public, ont contribué à modifier tout ou une partie des processus de décision politique. Cette incursion fulgurante des mouvements d'étudiants dans l'arène politique nationale coïncide avec la déliquescence du modèle social ivoirien dans les années 80 et la libéralisation du marché politique en 1990.

Mais c'est surtout pendant les épisodes de violences politiques qui ont secoué la Côte d'Ivoire de 2002 à 2011, que la participation des mouvements de jeunes - et particulièrement celle de la toute puissante Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) - à l'infexion du jeu politique s'est intensifiée. Le conflit armé fut, en effet, porté et entretenu de part et d'autre par des transfuges de ce syndicat étudiantin et leurs soutiens. La rébellion du nord était dirigée par Guillaume Soro alors qu'au sud du pays, Charles Blé Goudé et bien d'autres leaders « fascistes » mirent leur expérience syndicale au service des mouvements contre-insurrectionnels proches du régime de l'ex-Président Laurent Gbagbo. Dans cette optique, des organisations informelles mais structurées tels les Agoras et Parlements, les Grins, le Senat, etc., ont servi de creuset aux actions de mobilisation des jeunes. S'appuyant et sur un marketing politique et une propagande savamment orchestrés, ces leaders se sont très souvent érigés en maître du jeu politique national. Aujourd'hui, conjugué avec la prise du pouvoir par Alassane Ouattara, le changement des rapports de force a provoqué un affaiblissement des mouvements étudiantins, notamment ceux proches de l'ancien régime. Toutefois, au regard des positions conquises par les anciens leaders syndicaux dans la société ivoirienne, tout porte à penser que la volonté des jeunes d'être le maillon clé des transformations sociétales en cours dans le pays survit aux réversibilités dans le champ politique.

[Sommaire/Programme](#)

**Des flash mobs à la communication participative, entre rues et réseaux.
Exploration de nouveaux dispositifs de participation et de mobilisation urbaine**

L'approche générationnelle de la communication sur laquelle nos travaux s'appuient nous permet d'explorer les liens entre jeunesse et société, et plus particulièrement ici, les nouveaux dispositifs communicationnels dont les jeunes, supposés en attente d'autres formes d'engagement, seraient les publics privilégiés. Les opérations de communication des organisations (entreprise, collectivités, associations) se déplient dans un nouvel espace médiatique, à savoir l'espace urbain. À partir d'un corpus de ces opérations (issu du suivi des réseaux professionnels de la communication (presse et web), notre analyse relève des caractéristiques récurrentes telles que la créativité, l'expérientiel, l'émotion et le ludisme. Spécificité également mise en exergue et utilisée sur tous les fronts communicationnels (multiplication des dispositifs participatifs pour des publics - cibles devenues consomm'acteurs et co-créateurs), la « participation » du public – concept à cerner – a été testée en interrogeant un échantillon de jeunes appartenant à la fameuse génération « Y ».

Dans cette contribution il s'agit de se centrer sur un dispositif urbain spécifique : les flash mobs (rassemblement de courte durée dans un lieu public d'un groupe de personnes ne se connaissant pas pour la plupart, pour y effectuer une action, concertée et orchestrée généralement via Internet, avant de se disperser rapidement). Notre hypothèse centrale est que cette forme de mobilisation, qu'elle soit d'origine commerciale ou managériale (se mobiliser pour une marque ou son entreprise), médiatique ou associative (en tant que fans ou pour une cause), est autant un phénomène de mode que révélatrice d'une mutation qui prête aux mobilisations contemporaines des caractères bien spécifiques. Les flash mobs ne sont-ils pas symptomatiques d'un engagement « hypermoderne », porté par une génération hautement connectée ? Buzz mobilisations spectaculaires et éphémères, festifs et créatifs, ils sollicitent le partage fugace d'émotions et recherchent une fusion collective au-delà d'un contenu idéologique. Articulant réseaux et rue, virtuel et réel, engagement numérique et participation en territoire physique, ces nouveaux engagements, horizontaux et pragmatiques, ponctuels et ludiques, peuvent être vus comme illégitimes aux yeux d'aînés qui en retiendraient les différences avec leur référentiel militant. Pour les jeunes, ils pourraient s'agir de nouvelles modalités de mobilisation et d'appropriation de l'espace urbain.

[Sommaire/Programme](#)

Regards croisés sur l'engagement des adolescents en France et au Québec : les juniors associations françaises et les maisons de jeunes québécoises

Au Québec, les maisons de jeunes se proposent « d'aider les jeunes de 12 à 17 ans à devenir des citoyens critiques, actifs et responsables »³, notamment en impliquant les jeunes dans l'organisation de leurs loisirs. En France, les juniors associations sont des collectifs d'adolescents âgés de 11 à 18 ans habilités par le Réseau National des Juniors Associations (RNJA) qui est composé de fédérations d'éducation populaire qui peuvent les accompagner. Nous avons mené deux recherches qualitatives et quantitatives en 2013 et 2014 avec le Regroupement des Maisons de Jeunes du Québec et avec le Réseau National des Juniors Associations pour mieux comprendre l'engagement associatif des adolescents. Notre communication se fonde sur une comparaison de ces contextes proches, avec un focus particulier sur les différences plus intéressantes scientifiquement. Nous observons des stratégies différentes pour répondre à une volonté d'implication des jeunes relativement convergente, autour de la notion de citoyenneté associative des jeunes. Deux axes d'analyse guideront notre communication : le rôle des adultes-accompagnateurs dans la collaboration avec les jeunes et les modalités de prise de responsabilités instaurées.

En premier lieu, la prise de responsabilité est un marqueur fort de différences. En effet, le Réseau National des Juniors Associations soutient la création de collectifs associatifs dirigés entièrement par des adolescents alors que les maisons de jeunes encouragent une prise de responsabilité plus informelle, au sein d'une structure gérée par des adultes. Qu'impliquent ces deux stratégies en termes d'éducation à la citoyenneté et de structuration de l'engagement des jeunes? Quels sens ont ces deux stratégies des acteurs français et québécois? Les carrières d'engagement tout comme les recherches sur la socialisation politique peuvent être éclairantes sur ce point.

En deuxième lieu, d'autres différences intéressantes à explorer ont trait aux pratiques d'accompagnement. Les juniors associations ont la possibilité d'être accompagnées par des adultes qu'ils choisissent, les adolescents impliqués dans les Maisons de jeunes développent des activités dans le cadre de la maison, avec l'aide « d'adultes significatifs ». Ceci n'implique pas pour autant que les adultes accompagnant les adolescents des maisons de jeunes interviennent plus que les accompagnateurs de junior association. Dans ces contextes d'intervention différents, on peut observer que les pratiques répondent à des logiques relativement similaires cadrées par la culture de l'accompagnement. Le sens que ces adultes donnent à leurs pratiques, ainsi que les liens entre les variations de ces pratiques et le contexte d'intervention sont deux pistes d'analyse très riches pour la comparaison. Notre contribution sera basée sur les matériaux qualitatifs et quantitatifs des enquêtes précitées. Elle s'articulera en deux points, chacun de ceux-ci faisant l'objet d'une analyse comparée.

[Sommaire/Programme](#)

Pratiques citoyennes informelles des jeunes et acteurs publics : une relation ambiguë.

Contrairement à certaines représentations, les jeunes sont intéressés par la chose publique et par la politique. Les formes de leurs engagements ont évolué et ne correspondent plus aux formes classiques de la démocratie représentative. Face à ces nouvelles formes de participation (et à l'évolution des sociabilités juvéniles), la posture à tenir pour de nombreux acteurs publics reste difficile à appréhender, notamment vis-à-vis des jeunes qui s'inscrivent le moins dans ce qui est prévu pour eux. Les acteurs publics cherchent à se positionner pour soutenir ces engagements ou accompagner leur « naissance » dans des contextes qui ne favorisent pas leur éclosion.

En 2010, le Leris avait réalisé une étude pour la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de l'Hérault sur un état des lieux des conseils de jeunes. Cette étude visait à mieux comprendre les besoins du terrain et de structurer des modalités de soutien qui soient les plus pertinentes possibles. Nous notions alors que si la préoccupation de la prise en compte de la parole des jeunes est désormais acquise pour beaucoup de municipalités, les objectifs de cette prise en compte, ainsi que les modalités pour la mettre en œuvre manquaient de conceptualisation, de formalisation et d'accompagnement. Nous constations notamment la déconnexion du conseil de jeunes de la politique jeunesse et territoriale en général : la plupart du temps, les jeunes ne contribuaient pas par ce biais à l'élaboration des politiques locales, même celles les concernant le plus directement.

Parallèlement à ces formes de participation dites « dures », et en cohérence avec l'évolution des formes de sociabilité des jeunes, la participation de ces derniers à la vie publique et politique prend d'autres formes, qualifiées de « molles » par certains, que nous qualifierons plutôt comme non instituées ou informelles. Jean-Claude Richez observe des points de convergence et de divergence entre ces deux modalités de participation et note que « que la forme molle ne nous apparaît comme pleinement pertinente que si elle génère aussi un espace permanent d'interpellation du politique si elle veut être efficace et que si elle est capable d'agglomérer des thématiques a priori fragmentées et limitées dégagées par les logiques d'initiatives de jeunes sur laquelle elle repose ». C'est la question que nous nous posons dans le cadre de la recherche-action menée dans le département de l'Hérault avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale. Comment permettre à des jeunes d'effectuer cet apprentissage dans un cadre informel ? Quelle posture et modalité d'accompagnement de la part des acteurs publics ?

Cette contribution présentera un état des lieux des formes informelles de participation dans l'Hérault et un focus sur trois monographies. Nous présenterons les modes de gouvernance et schémas d'organisation locaux mis en place autour de projets non institutionnels portés par les jeunes (l'historique de leur mobilisation, leur objet, objectifs, leur organisation et modalité d'action...), les « canaux » qui permettent de faire remonter l'information utile jusqu'à l'échelle de décision et les modes d'accompagnement de ces groupes et les formes d'éducation à la citoyenneté mis en place par les acteurs publics.

À l'issue de cette présentation, nous proposerons une grille de lecture des formes informelles de participation des jeunes et des postures des acteurs publics qui met en évidence les ambiguïtés des attentes réciproques.

[Sommaire/Programme](#)

**Loisir et implication sociale chez des adolescents issus d'une région rurale québécoise :
Opinions et représentations de jeunes, de différents acteurs locaux et de parents**

Il est désormais prouvé scientifiquement que le loisir favorise le bien-être physique et mental des jeunes. Parallèlement, différentes études sur l'utilisation du temps libre chez les adolescents stipulent que la pratique d'activités physiques et sociales quotidiennes joue un rôle de premier plan sur le processus de formation de la personnalité, sur la réussite scolaire et sur leur intégration sociale. Toutefois dans un cadre extra-scolaire, différentes municipalités sont confrontées depuis plusieurs années à divers problèmes liés notamment à une faible implication des jeunes de 12 à 17 ans aux activités sociales et de loisir proposées dans leurs communautés. Certains des acteurs locaux responsables de la programmation en loisir déplorent un manque de moyens pour supporter leurs efforts mais également une difficulté à bien cerner les sources et les intérêts en termes de loisir et d'implication sociale de ces jeunes. Ainsi, il apparaît de plus en plus fondamental que le développement d'une offre en loisir municipal passe préalablement par une meilleure connaissance et prise en compte des intérêts et des besoins de ces adolescents.

Objectifs de recherche : 1) Cerner les sources de motivation, les intérêts et les formes d'implication sociale dans une perspective de loisir des adolescents de 12 à 17 ans de la Municipalité Régionale de Comté (MRC) de Joliette au Québec ;

2) Analyser les représentations et les perceptions sur cette problématique des acteurs locaux intervenant auprès de ces jeunes ainsi que de parents.

Méthode : Dans un premier temps, 14 groupes de discussion ont été menés de novembre 2013 à février 2014 auprès d'adolescents âgés entre 12 et 17 ans et scolarisés dans deux écoles secondaires publiques de la MRC de Joliette. Au total, 72 jeunes ont participé à cette recherche. Puis, quatre groupes de discussion furent menés au printemps 2014 auprès d'acteurs locaux et de parents (1) scolaire, 2) loisir et associatif, 3) politique, économique et de santé publique, 4) parents). Au total, 26 personnes ont pris part à ces échanges.

Résultats et discussion : Les résultats de cette étude démontrent clairement l'influence importante de la famille et des pairs sur l'affirmation des intérêts en loisir de ces jeunes ainsi que sur leur niveau d'implication dans leurs communautés. En effet, les adolescents interviewés évoquent très souvent leurs parents ou leurs amis comme les personnes les ayant motivé à effectuer du bénévolat par exemple ou diverses actions communautaires. Même si certains acteurs locaux dénotent un niveau d'implication moindre de ces jeunes vis-à-vis de leurs aînés, on remarque que ces adolescents s'impliquent principalement lorsqu'une cause rejoint leurs valeurs et leurs idéaux ou qu'un événement particulier a touché l'un de leurs proches ou encore lorsqu'ils peuvent s'engager tout au long du processus de planification et d'organisation d'une activité. De ce fait et comme le démontrent Royer et Caldwell et les résultats de notre étude, la portée de l'action entreprise et des considérations plus sociétales voire idéologiques se révèlent être des facteurs extrêmement importants lorsque ces jeunes décident de s'impliquer dans leurs communautés. Ainsi, ces adolescents semblent s'investir socialement principalement par principe et conviction qu'à travers plutôt la reproduction d'un modèle parental ou familial. Ce modèle apparaît davantage comme la motivation ou l'inspiration initiale s'estompant progressivement au profit d'autres sources d'influences reliées aux amis et aux milieux de vie de ces jeunes. Ces constats rejoignent les propos de Pronovost et Wheeler et Green sur le lien unissant le loisir sous toutes ses formes et l'affirmation de l'identité de ces clientèles adolescentes. Parallèlement, Bélanger et King et Church considèrent que le degré d'implication des adolescents est fortement lié à la liberté de pratique et au niveau de responsabilité que la société leur octroie. Toutefois, elle reconnaît que si aucune action inclusive globale n'est mise en place pour inciter tous les jeunes à s'impliquer, ce sont généralement toujours les mêmes individus et leaders qui s'investissent. Cet élément rejette les propos tenus par plusieurs acteurs locaux et parents sur le fait qu'il est parfois difficile de savoir si les demandes émanant de certains jeunes sont bien représentatifs des besoins et des intérêts de l'ensemble de ces clientèles adolescentes.

**L'engagement communautaire et citoyen des jeunes scouts en France :
variations sur un thème au cours du XXe siècle**

La communication proposée aborde la question de l'engagement des jeunes adultes scouts à partir d'une ethnologie du scoutisme menée depuis 2006. Le scoutisme est à son tour exposé à la double question de la place laissée aux jeunes au sein des appareils associatifs et du devenir des scouts en âge de s'engager en tant que citoyens dans la cité. Dans la carrière scoute, les épreuves successives (étapes de formation, prise de responsabilité dans l'animation, participation à des événements nationaux/internationaux) fonctionnent comme un révélateur : de jeunes militants s'illustrent en investissant des positions de responsabilités et dans ce vivier de jeunes engagés, les mouvements opèrent une sélection propice à renouveler progressivement les cadres dirigeants tout en conservant leur identité de mouvement. Sur l'ensemble des enfants et des jeunes qui poussent la porte d'une troupe scoute, seule une infime poignée accédera aux responsabilités à l'âge adulte. On peut considérer qu'une proportion significative des jeunes scouts adhère à l'un des mouvements pour profiter d'un accueil de loisirs singulier (le plein air scout et ses valeurs revendiquées), pour bénéficier d'animations originales durant un temps plus ou moins long ou encore pour participer à un projet de jeunesse (chantier, solidarité internationale). Dans ce cas, l'engagement scout est un cas particulier d'engagement distancié inscrit dans un temps court. Cependant, les logiques d'adhésion et de poursuite des carrières scoutes relèvent également, pour un autre pan des adhérents, de la permanence d'un engagement communautaire (Nicoud, 2007). En prenant comme matériau ces engagements proprement communautaires, la question des passages à l'âge adulte au sein des mouvements prend une coloration particulière : il s'agit alors pour certains membres engagés - parfois depuis leur tendre enfance - de pouvoir rester dans le groupe et en devenir chef ou cheftaine et, pour le groupe, de se maintenir, d'assurer sa survie et sa reproduction en cooptant ses nouveaux meneurs.

Les caractéristiques communautaires du scoutisme permettent d'aborder transversalement les trois axes de l'appel puisque dans ce cas les formes concrètes de prise de responsabilité des jeunes adultes scouts (dans l'animation, l'encadrement, l'ingénierie pédagogique ou la gouvernance associative) sont organiquement liées aux apprentissages culturels dont les étapes sont l'objet d'une transmission éducative et d'un parcours initiatique (promesse, totémisation...). L'engagement des jeunes scouts se construit donc tout à la fois dans le cadre d'une pédagogie de l'éducation à la citoyenneté qui rappelle l'inscription historique du scoutisme dans la mouvance de l'éducation populaire (Palluau, 2013) et dans un épais mystère propres aux rituels initiatiques bâtis sur le secret et une expérience d'ordre émotionnel (Houseman, 2012). Dans cette socialisation communautaire, la mobilisation de figures d'illustres anciens et de scouts exemplaires (Vanhoenacker, 2014) donne corps aux engagements à suivre pour les plus jeunes, qui se conforment de facto aux positions institutionnelles de leurs mouvements dans la politique de l'enfance (Lebon, 2005).

Cette communication propose de détailler l'évolution de ce lien organique, et proprement scout, entre place des jeunes dans les mouvements et engagements dans la cité, en comparant le cas des Éclaireuses et Éclaireurs de France (EEDF) – laïques - et celui des Scouts et Guides de France (SGDF) catholiques.

[Sommaire/Programme](#)

**La coexistence de cultures militantes générationsnelles.
L'exemple des membres du Syndicat des Avocats de France**

Le militantisme et le syndicalisme judiciaires sont, aujourd'hui encore, mal connus. Les mouvements ou collectifs de professionnels du droit sont pourtant nombreux à éclore à la fin des années 1960 et au début de la décennie suivante. Le Syndicat des Avocats de France, créé au début de la décennie 1970, est de ceux-là. A partir d'entretiens (une soixantaine), d'archives (plus d'une dizaine de sources) et d'observations pendant quatre ans des manifestations organisées par le SAF (colloque, journées d'étude, journées de formation, congrès, réunions de section, réunions mensuelles restreintes du bureau et du conseil syndical), l'objectif de notre communication est double, et s'inscrit dans l'axe 2 du colloque.

L'histoire du SAF est, d'abord, brièvement retracée. Le Syndicat est fondé en 1972 par des avocats communistes membres des cellules du barreau de Paris et de la région parisienne revendiquant l'importation du politique dans la sphère judiciaire et juridique et la politisation de leurs pratiques professionnelles.

Notre deuxième axe s'intéresse aux générations militantes du SAF. De sa fondation jusqu'à aujourd'hui, le Syndicat accueille ou a accueilli en son sein quatre générations d'adhérents : les fondateurs ; les avocats membres ou proches de l'extrême-gauche adhérant à la fin des années 1970 ; les membres du Barreau des années 1980 ayant, auparavant, milité au sein d'associations anti-racistes notamment ; enfin « les jeunes » rejoignant le Syndicat dans les années 1990 et 2000 et marqués tant par leur (relatif) désenchantement à l'égard du monde politique que leurs références militantes aux associations humanitaires (ONG, etc.).

Ces générations ne correspondent pas à des cohortes d'âge mais sont définies selon quatre critères : les moments de l'adhésion au SAF et de l'entrée au Barreau, les propriétés sociales et le type de parcours politique/militant. Les fondateurs se présentaient volontiers comme « avocat militant » et ils étaient identifiés dans l'espace du Barreau en tant que communistes, puis, jusque dans les années 1980, en tant que membres de l'extrême-gauche et du parti socialiste. Au tournant des années 1980, les nouveaux membres du SAF n'ont plus d'appartenance politique. Ils n'en revendent pas moins, notamment pour se différencier de leurs confrères, leur qualité d'avocats militants. Comment les définir et comment sont-ils identifiés dans l'espace du Barreau ?

Notre communication s'intéresse particulièrement aux troisième et quatrième générations militantes du SAF. Ceux qui en sont membres ont un parcours politique et militant bien différents des fondateurs communistes et des ex-membres de l'extrême-gauche. Leur socialisation militante s'est principalement effectuée au sein d'associations et engendre des manières de militer différentes de leurs aînés. On envisagera alors le rapport au droit de ces deux générations, leurs manières de se penser « avocat militant », leur militantisme syndical, sans oublier d'évoquer les « conflits générationsnels ». Au final, notre communication tentera d'analyser la coexistence, au sein d'un syndicat d'avocat, de cultures militantes diversifiées.

[Sommaire/Programme](#)

Table ronde « Autour du service civique »

Le service civique, créé par la loi du 10 mars 2010, s'inscrit dans une continuité historique, en particulier celle du service national obligatoire et de sa réforme en 1997 et, plus récemment dans celle du service civil volontaire mis en place en 2006 au titre des mesures prises au lendemain des émeutes urbaines de 2005, dont il a réorganisé et pérennisé l'existence (Becquet, 2011). Il est un cadre d'incitation à l'engagement volontaire qui s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans. D'une durée de 6 à 12 mois, il leur permet en contrepartie d'une indemnité de subsistance et de droits sociaux d'effectuer des missions thématiques au sein d'associations, de collectivités territoriales et d'établissements publics. Il est porteur d'une double conception de l'engagement : en valeur, à travers la référence à l'intérêt général et, en finalité, à travers la valorisation des rétributions de l'expérience. Sa mise en œuvre est assurée par les structures précitées qui sollicitent un agrément valable deux ans auprès de l'agence du service civique ou des services déconcentrés du ministère de la jeunesse.

Les communications présentées visent à analyser les modalités de mise en œuvre du service civique à partir de deux cas d'associations : la Ligue de l'enseignement et Unis-Cité.

Florence IHADDADÈNE (Université de Paris Ouest Nanterre La Défense)

Des usages du service civique par les jeunes : profils, recrutement et parcours

Forte de 150 ans d'existence, la Ligue de l'enseignement est un important réseau d'associations dites d'éducation populaire, qui défendent la laïcité, l'éducation pour tous et le « vivre-ensemble ». Sa présence sur le territoire en a fait, en quelques années, une des principales structures d'accueil de volontaires, que ce soit au sein de ses échelons départementaux (dits fédérations) ou mis à disposition dans les associations locales affiliées. L'histoire de la Ligue de l'enseignement, et sa proximité avec le milieu scolaire, donne une couleur particulière aux missions qu'elle propose, et dès lors aux profils des volontaires accueillis. En s'appuyant sur un travail de thèse en cours, je présenterai les profils des jeunes accueillis, au vue de leur parcours et de leurs motivations à entrer en service civique. J'aborderai ensuite l'impact des choix de l'organisation sur la diversification des profils de volontaires recrutés.

Valérie BECQUET (Université de Cergy-Pontoise)

Des usages du service civique par les structures d'accueil : intégration et place des volontaires

Qu'il agisse de l'accueil direct ou de l'intermédiation, les modalités d'accueil définissent les contours de l'expérience des volontaires et le déroulement de leur service civique. Depuis sa création en 1994, Unis-Cité a opté pour le modèle de l'intermédiation. C'est d'ailleurs en référence à son activité et parce qu'elle a défendu cette approche auprès des pouvoirs publics que cette modalité d'accueil a été inscrite dans les textes. Ainsi, chaque année, elle recrute des jeunes volontaires qui réalisent en équipe des missions auprès de ses partenaires dans le cadre de programmes locaux ou nationaux. À partir d'une enquête quantitative réalisée auprès des volontaires depuis 2006 et de deux enquêtes qualitatives réalisées auprès des volontaires d'un côté et des structures d'accueil de l'autre, il s'agira tout d'abord d'analyser les modalités d'accueil des équipes de volontaires et de repérer les caractéristiques des structures (degré de professionnalisation, taille de structures, missions proposées, etc.) qui peuvent les orienter, pour ensuite s'intéresser à la division du travail et au positionnement de l'équipe de volontaires en son sein.

[Sommaire/Programme](#)

Récits d'expérience

Junior Association : il n'est jamais trop tôt pour agir !

Alors que la création d'associations loi de 1901 reste, dans la pratique, encore réservée aux majeurs, le Réseau national des Juniors Associations (RNJA) propose aux jeunes de 11 à 18 ans de se regrouper autour d'une idée, d'un projet, ou tout simplement d'une envie d'agir, dans une démarche qui comporte des possibilités équivalentes : la Junior Association. Elle permet aux jeunes mineurs d'être assurés dans leurs activités, de gérer eux-mêmes un compte bancaire, de bénéficier d'un accompagnement méthodologique et ainsi de gagner en crédibilité auprès des partenaires de leurs projets. Au sein d'une Junior Asso, les jeunes évoluent entre pairs et sont maîtres de leurs projets. Libres des contraintes d'usage du cadre associatif qui peuvent leur apparaître comme autant de freins (une Junior Asso n'a comme seule obligation que de désigner deux correspondants, sans qu'ils aient besoin de titres ou de fonctions déterminées), ils s'engagent dans tous les domaines (sauvegarde de l'environnement, solidarité locale ou internationale, projets culturels, sportifs, activités d'animation, vacances autonomes, etc.) et sur tous les territoires (en milieu rural, périurbain ou urbain, en métropole et dans les DROM) : le Réseau a ainsi soutenu 968 Juniors Associations en 2013, réunissant près de 10 000 jeunes.

Le plaisir d'être ensemble est bien, dans la plupart de cas, le premier ciment d'une Junior Association. Pour les jeunes qui s'y engagent, l'association, loin de n'être qu'un « support de projet » à proposer à la subvention, représente d'abord un espace de construction, un lieu de fraternité, d'affinité, de créativité, dans lequel le tâtonnement – voire l'erreur – n'est pas synonyme d'échec. En cela, l'idée associative reste une idée neuve, porteuse de changement. L'importance du groupe ne signifie pas pour autant le repli sur un « entre-soi » étanche : les activités réalisées, les interlocuteurs extérieurs rencontrés, les partenaires sollicités, sont autant de facteurs de découverte et d'ouverture. La volonté de voir la Junior Association reconnue et prise en considération se révèle à cet égard importante. C'est là toute la dimension initiatique de la Junior Association : à la fois centrée sur le groupe et cherchant à s'insérer dans son environnement social immédiat. Les Juniors Associations offrent donc une autre manière d'acquérir des compétences et des savoir-faire, que les jeunes qui les ont fait vivre se réapproprient dans leur parcours personnel, d'insertion socio-professionnelle ou citoyen, comme le révèle l'étude conduite en 2010 par Stéphanie Rizet pour le RNJA et l'Injep. Sur ce dernier point tout particulièrement, presque tous les jeunes interrogés dans le cadre de cette étude revendiquent une pratique de vote affirmée, qui contraste avec l'absentéisme massif généralement repéré pour cette tranche d'âge. La familiarité avec les pratiques de délibération et de délégation, dès le plus jeune âge, explique sans aucun doute cette différence d'approche – même si les jeunes passés par les Juniors Associations sont tout aussi critique que leurs pairs sur l'action et le personnel politique. En animant ce dispositif, le RNJA propose une relation nouvelle entre adultes et jeunes mineurs : une « majorité associative accompagnée », fondée sur des obligations réciproques, dans le respect de l'initiative, de la capacité d'action et de l'autonomie des jeunes. Ce qui rend possible l'existence de ce réseau, c'est l'engagement non seulement des jeunes, mais aussi celui des adultes qui accompagnent leurs projets – bénévoles ou salariés des mouvements d'éducation populaire qui composent le RNJA, élus ou salariés de collectivités territoriales partenaires, ou tout simplement le cercle familial. Ce qui leur est demandé, c'est bien d'accompagner, et non pas d'animer. C'est de permettre aux jeunes de mener des projets, et de prendre des initiatives, non de se substituer à eux ; de prendre en compte leur avis, parfois de reformuler, mais sans trahison.

Grâce à cette communauté d'acteurs, convaincus que l'exercice concret de responsabilités dans un cadre collectif est une des conditions de l'épanouissement de la citoyenneté, le RNJA a déjà accompagné plus de 50 000 jeunes et 4 500 projets différents. Alors que nous venons de fêter nos 15 ans d'existence, nous veillons à ce qu'elle reste mobilisée et qu'elle se développe au service de l'engagement de tous les jeunes.

[Sommaire/Programme](#)

Estelle CROCHU (Agence Française Erasmus+)

Facilitatrice pour l'Agence Française Erasmus+ Jeunesse et Sport.

En tant que travailleuse de jeunesse, je facilite les séminaires relatifs au Service Volontaire Européen avec des méthodes d'éducation non formelle facilitant le développement du pouvoir d'agir et les compétences interculturelles. Nous avons d'ailleurs un set de compétences européen qui vient d'apparaître pour expliciter notre pratique.

Des temps forts comme l'évaluation au retour des volontaires français permettent d'avoir un retour sur les représentations des "jeunes" sur leur expérience et de voir une certaine "communauté" se former. Avec les préparations au départ pour les Jeunes Avec Moins d'Opportunité (JAMO), j'entrevois les étapes à passer pour être prêt-e à partir. Lors des séminaires pour les volontaires européens accueillis en France, l'interculturel prend beaucoup de sens pour les participants.

En tant qu'ancienne tutrice SVE, j'accompagnais des volontaires à partir et j'en accueillais. Ainsi j'ai pu partager avec eux leur processus d'engagement, avec leurs motivations, la recherche pour trouver un projet qui leur correspond, les craintes relatives au départ. Pour l'accueil des volontaires, j'ai accompagné les phases d'acclimatation, de questionnement interculturel, d'organisation de son apprentissage et d'évaluation de son expérience.

Cette expérience me permet de présenter les profils types qui s'engagent dans le SVE, l'évolution du programme avec Erasmus+ ainsi que les limites et difficultés de mise en oeuvre sur le terrain.

Au printemps 2014, j'ai participé au projet "Competences for all" en tant que facilitatrice pour le focus group français et représentante de l'Agence pour le symposium à une recherche sur les compétences relatives au SVE via un questionnaire à destination des anciens volontaires (629), des structures d'accueil et d'envoi (86) et des employeurs (21). Cette recherche a été réalisée conjointement en Belgique, au Royaume-Uni, en Slovaquie, en Hongrie, en Slovaquie, en Serbie et en Bosnie.

[Sommaire/Programme](#)

Benjamin FRAYSSE (Association DÉCLAM)

Un an de Mission Ados en quelques mots...

La "mission ados" est une expérience de développement d'un projet global à destination des jeunes de 11 à 18 ans sur un territoire très rural. Ce projet est constitué d'un ensemble d'actions diversifiées pour répondre aux enjeux propres à la jeunesse en milieu rural. Il mêle un panel d'activités régulières, de temps forts et d'initiatives plus originales telle que l'Adobus. L'Adobus, c'est un camion aménagé, doté de matériel divers (sport, jeux, loisirs) qui sillonne le territoire pour aller à la rencontre des jeunes quel que soit leur village. Il s'apparente à un espace jeune itinérant adapté au milieu rural. Dans la "mission ados", la place faite aux jeunes et à leurs projets ainsi que la mise en réseau des acteurs locaux prend également tout son sens... Quelques leviers pour favoriser l'implication des jeunes en milieu rural sont alors mis en avant et cette expérience pose enfin la question du rôle de l'animateur dans ces dynamiques. Quel est son positionnement, son accompagnement, et sa place ?

[Sommaire/Programme](#)

Rencontre des jeunes élu.e.s des associations en lycée agricole, être véritablement auteur de sa propre action

Ce récit retrace une expérience de rencontre nationale d'élu.e.s des ALESA. Association des Lycéens, Étudiants, Stagiaires et Apprentis, sise dans les établissements d'enseignement agricole public. Ces rencontres ont été préparées et animées par un comité de pilotage associant jeunes et adultes en mobilisant des outils de l'éducation populaire.

Pourquoi y-a-t-il des associations de jeunes dans les lycées agricoles ?

L'enseignement agricole dépend du ministère de l'agriculture. En 1965 il a été créé au sein des établissements une mission d'éducation socio culturelle, portée par des enseignants/animateurs et qui faisaient reposer leur action sur un foyer socio éducatif et une Association Sportive et Culturelle. Cette association avait pour finalité d'initier les jeunes en formation au fonctionnement associatif, à la prise de responsabilité, à l'autonomie, à l'épanouissement personnel, essentiellement par l'organisation d'activités sportives et culturelles. À l'époque ces associations étaient présidées par les chefs d'établissement.

En 2003 le Ministère a décidé de faire évoluer ces associations en créant des ALESA et d'en donner les responsabilités aux jeunes scolarisés dans l'établissement, ainsi on est passé d'une association comme outil des adultes, contrôlée par eux, à une association comme outil des jeunes qu'il faut accompagner. Cela ne s'est pas fait sans difficultés du fait même de ce changement de posture des adultes qu'a engendré cette transformation. 10 ans après la mise en place de cette réorientation il a semblé opportun de voir comment fonctionnaient les associations dans les rapports jeunes/adultes, d'évaluer si les jeunes élu.e.s étaient suffisamment outillé pour initier des débats et organiser de la délibération et de questionner le sens actuel de ces associations en milieu scolaire.

Le projet de rencontre a été conduit par un comité de pilotage qui a rassemblé jeunes et adultes (30+10). Ils ont expérimenté au cours d'un stage de 4 jours (Novembre 2013) des outils de démocratie participative, d'éducation populaire, ils ont aussi imaginé un déroulé des assises nationales et choisi les thématiques à aborder (Filles/garçons au sein de l'ALESA ; Autogestion/Autonomie/Rôle des enseignants ; Elèves/ALESA : quelle implication ? ; ALESA/Administration : quelles relations ? ; La relève : ALESA et après ? ; Posture d'animation au sein de l'ALESA)

Les rencontres nationales (Avril 2014) ont été animées par le comité de pilotage, elles ont regroupé pendant 4 jours 70 jeunes élu.e.s et 30 adultes et se sont concrétisées par 40 propositions.

Le projet a été monté dans le cadre d'un Programme Européen Jeunesse en Action, accompagné par la SCOP toulousaine Vent Debout. L'expérience a montré qu'une visée de démocratie participative au sein du projet associatif des jeunes dans le cadre d'un établissement scolaire était à même de conforter, de légitimer, une capacité d'action. Amenant surtout les jeunes individuellement et collectivement à se sentir véritablement auteurs de leurs propres actions (agentivité). On peut même envisager que, au-delà de la fonction d'accompagnement des jeunes par les adultes, il se dessine un collectif jeunes/adultes qui se dote d'une telle capacité. Dans le cadre de l'établissement scolaire elle est citoyenne pour les uns et professionnelle pour les autres.

[Sommaire/Programme](#)

Mieux connaître les jeunes sur son territoire pour favoriser leurs démarches participatives

À l'heure où l'engagement des jeunes connaît un nouveau dynamisme (Roudet, 2010 ; Becquet, 2014), le faible attrait des jeunes pour certaines structures interroge. Dans la mise en œuvre de leurs projets sociaux, les centres socioculturel cherchent de plus en plus à orienter leurs actions en faveur d'un engagement et d'une prise d'initiatives des jeunes. Tel est l'un des objectifs du « secteur jeun's » mis en place depuis un peu plus de deux ans au sein du centre socioculturel Acalj-Seibel à Aubenas en direction des 12-14 ans.

Ce « secteur jeun's » accueille les jeunes durant les vacances scolaires en leur proposant des activités soit organisées à l'avance par l'animatrice, soit décidées en concertation avec les jeunes. Il propose également tout au long de l'année scolaire un accueil pour ces jeunes avec la mise à disposition d'une salle qui leur est réservée. Depuis sa création, ce secteur peine à attirer, en dehors des vacances scolaires, des jeunes de manière régulière. Afin de s'assurer de la pertinence de ses actions, le centre socioculturel Acalj-Seibel a initié un diagnostic sur la jeunesse de son territoire.

À travers ce diagnostic, il s'agit alors de saisir quelles sont les pratiques de participation et d'engagement des jeunes sur le territoire. De manière plus spécifique, nous cherchons à comprendre de quelle manière les secteurs jeunes agissent en direction de la jeunesse mais aussi comment ces services sont perçus par les jeunes ? Plus largement, la manière dont le territoire, à dominante rurale, permet aux jeunes de participer aux actions menées, sera interrogée.

Ce diagnostic, outre un état des lieux de l'offre des services en direction de la jeunesse, interroge les acteurs concernés, au premier rang desquels se retrouvent les jeunes collégiens et lycéens. Cette communication visera ainsi à présenter les résultats issus de ce diagnostic et les premières pistes de réflexion des actions à mettre en œuvre pour favoriser la démarche participative des jeunes sur le territoire.

[Sommaire/Programme](#)

Les ATEC : Associations Temporaires d'Enfants Citoyens

La fédération nationale des Francas propose un dispositif favorisant la participation des enfants et des adolescents dans leurs temps de loisirs et dans la cité : les ATEC.

Permettre aux enfants de s'associer : un droit fondamental !

La Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE), a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, et ratifiée par la France le 2 juillet 1990. Elle permet aux enfants d'être protégés et d'être considérés comme auteurs de leur propre vie. Si tout le monde s'accorde à reconnaître aujourd'hui que la protection des enfants nécessite d'importants moyens pour être garantie, la participation de l'enfant reste encore trop rare.

La citoyenneté ne se décrète pas, elle se construit tout au long de la vie. C'est pourquoi, sur le territoire national, les Francas proposent à l'ensemble des acteurs éducatifs ce dispositif des ATEC.

En Midi-Pyrénées, des ATEC ont été créées et ont permis, notamment à des adolescents, de se mobiliser autour de projets.

Par exemple : dans le Lot à Cajarc, une dizaine d'adolescents de 13-15 ans, a monté une ATEC afin d'organiser un événement autour du push-car sur leur territoire. La réalisation du projet push-car a permis aux jeunes de développer de nouvelles actions. Par exemple, ils ont mis en place un événement festif pour vivre une rencontre avec d'autres jeunes de la région autour du push-car.

Cet événement a donc favorisé la rencontre entre les jeunes (+ de 150 jeunes) et a mobilisé les habitants du territoire (environ 50) ainsi que les associations et structures culturelles du territoire (fanfare de Cajarc, les écoles de musique de Figeac et Canton de Cajarc, association de jeux en bois, d'animations scientifiques, ...).

Nous proposons l'intervention des Francas de Midi-Pyrénées sur la présentation du dispositif des ATEC et le témoignage de l'animateur de l'espace jeunes de l'association Colin Maillard pour illustrer l'expérience présentée.

[Sommaire/Programme](#)

De la colo à l'asso, accompagnement dans l'engagement à la Maison de Courcelles

Grâce à une recherche financée par le Fond d’Expérimentation pour la Jeunesse (AP3-065), la Maison de Courcelles voulait comprendre comment les jeunes s’engageaient, au-delà des “colos” dans la vie de l’association. Quand le “renouvellement” et le “rajeunissement” des instances interrogent le milieu associatif, l’association constate que la moyenne d’âge du conseil d’administration ne dépasse pas 25 ans. S’il ne s’agit que d’un indice parmi d’autres, ce fût un des points de départ de la recherche-action collaborative débutée en 2011 qui fût, aussi, l’occasion d’y associer des jeunes membres de l’association jusqu’à la publication d’un ouvrage collectif en 2015 dont nous tirons cette proposition.

Notre “récit d’expériences” propose de présenter les principaux mécanismes qui permettent l’implication des jeunes. C’est-à-dire, dans une distinction usuelle de l’engagement, afin qu’ils puissent “s’engager” personnellement dans l’asso et non seulement “être engagés” par l’institution notamment le temps d’une colo. Ainsi, au terme de l’enquête, nous avons pu comprendre comment l’association à travers des situations et des personnes donnait un pouvoir d’agir aux jeunes. Celui-ci s’établit par un processus de prise(s) de responsabilité(s) qui s’élabore au cours de “trajectoires” qui constituent autant de “carrières” courcelliennes pour reprendre les termes de Becker.

Au sein de l’association, à partir d’une approche historique, nous suivrons la constitution de diverses instances, parfois intermédiaires avec l’habituel Conseil d’Administration, comme l’ “atelier directeur” ou le “conseil de maison” qui peuvent s’apparenter à ce qui peut se faire dans les FJT ou les MJC. Par ailleurs, au-delà des “places” accessibles, il s’agit aussi de s’emparer de “prises” pas ou peu visibles et c’est ici que la posture singulière tenue par les “anciens” ou les “permanents” jouera un rôle important. Posture que nous développerons autour de la notion d’accompagnement si on se réfère aux travaux de Paul.

Au terme de notre cheminement, nous proposerons une réflexion autour de la notion d’*autorisation* qui nous semble plus adéquate que la notion d’ “intégration” introduite par l’axe 1 pour penser l’implication des jeunes et non leur “captation”. Accompagner les jeunes dans la prise de responsabilités, c’est les autoriser à s’autoriser par l’intermédiaire de situations “adoptables” car “adaptables” pour reprendre la formule de Bataille.

[Sommaire/Programme](#)

Les KAPS - Kolocations à Projets Solidaires

L'AFEV - Association de la Fondation Étudiante pour la Ville - est l'un des premiers réseaux d'étudiants solidaires dans les quartiers populaires et agit sur le territoire du Grand Toulouse depuis 1994. Elle a pour objectif de lutter contre les inégalités, cet objectif se décline en différentes actions. Notamment avec l'accompagnement à la scolarité, en donnant la possibilité à des jeunes étudiants de pouvoir accompagner des jeunes élèves. L'AFEV Toulouse mobilise chaque année environ 500 jeunes étudiant-e-s engagé-e-s : bénévoles, services civiques et kapseurs.

En s'inspirant d'une expérience belge, les kots à projets, l'AFEV a souhaité proposer un nouveau format d'engagement pour les étudiants, notamment aux vues du contexte du marché du logement dans la ville de Toulouse, avec les KAPS - Kolocations à Projets Solidaires. Les KAPS permettent de conjuguer logement étudiant et engagement solidaire.

En effet, en septembre 2010, l'AFEV Toulouse a expérimenté le projet des KAPS sur les quartiers de Bagatelle, Saouzelong et Empalot avec pour objectifs :

- Favoriser la participation des étudiants à la vie citoyenne, en proposant un nouveau format d'engagement collectif ;
- Répondre au besoin de logement des étudiants, et à leur envie croissante de vie en colocation ;
- Favoriser la mixité sociale dans les quartiers populaires.

Cette expérimentation a été évaluée dans le cadre du Fond d'Expérimentation pour la Jeunesse dans le cadre de l'appel à projets n°1 lancé en 2009 par le Ministère chargé de la Jeunesse.

Aujourd'hui les KAPS sont désormais présents sur le quartier du Mirail, avec 70 étudiants engagés dans 24 colocataires dans un même bâtiment. Les partenaires impliqués sont : la Ville de Toulouse - partenaire politique du projet, Habitat Toulouse - bailleur du projet, le CROUS de Toulouse - gérant locatif des colocataires, la Caisse des Dépôts et Consignations – partenaire financier du projet, la COMUE - Communauté d'Universités et d'Établissements « Université de Toulouse » et l'Université Toulouse II Jean Jaurès Campus le Mirail - partenaires sur le lien aux étudiants.

Aujourd'hui, les étudiant-e-s s'engagent dans le projet à partir du mois de septembre jusqu'au mois de juin. Ils accompagnent un jeune du quartier, dans leur scolarité 2h par semaine et ils s'impliquent 2 à 3h par semaine sur une action collective et solidaire.

C'est pourquoi les étudiant-e-s faisant le choix de s'engager dans le projet des KAPS, démarrent leur immersion dans le quartier sur un volet individuel (accompagnement à la scolarité) et sur un volet collectif (actions solidaires).

L'immersion dans le quartier est une étape importante dans la mise en place du projet. Elle demande du temps pour construire un lien avec les habitants. Ils vont à la rencontre des habitants en organisant des goûters en bas d'immeuble par exemple. Les étudiant-e-s peuvent s'appuyer sur des acteurs historiques dans la mise en place des actions solidaires. Les thèmes sont variés : environnement, sport, apprentissage de base...

[Sommaire/Programme](#)

L'intégration de jeunes dans des associations structurantes d'un territoire rural

J'ai été longtemps instituteur dans une petite école rurale du Lot, je suis dirigeant de club de rugby.

À ces deux titres – connaissance du village, milieu sportif – je suis observateur de l'intégration de jeunes dans des associations structurantes d'un territoire :

Un comité des fêtes de village.

Traditionnellement, dans beaucoup de communes rurales, la communauté villageoise laisse gérer le Comité des fêtes par les jeunes du village, comme s'il s'agissait d'un parcours obligé pour une génération qui bascule dans l'âge adulte. Ce qui est intéressant dans cette démarche, c'est la façon dont les jeunes intègrent (ou n'intègrent pas) les fonctionnements associatifs traditionnels : tenue d'une assemblée générale, composition d'un bureau, organisation des réunions de préparation de la fête votive...

Je suis particulièrement attentif à l'observation de ce processus parce que j'ai eu la plupart de ces jeunes comme élèves dans une classe à fonctionnement coopératif.

Que reste-t-il alors de leur expérience d'enfants coopérateurs dans une classe de cycle 3 ? Qu'en ont-ils retenu ? Jouent-elles un rôle – ces expériences – dans leur évolution de jeunes adultes ? Ont-elles été formatrices dans ce parcours ?

Une association sportive

Le club de rugby dont je suis secrétaire général a une histoire particulière : une amicale des joueurs seniors gère le club house et les troisièmes mi-temps du dimanche indépendamment du cadre associatif officiel du club. Le local a été restauré et aménagé par leurs soins; ce sont des joueurs (entre 18 et 30 ans) qui font les repas qui agrémentent les retrouvailles d'après match.

J'ajoute que le fonctionnement du club est complètement amateur, sans prime de match, ni salaire déguisé, ce qui est rare au niveau où le club évolue. L'amicale joue ici un rôle fédérateur dans un sport qui, plus que les autres, se construit sur le collectif et la solidarité.

Comment s'organisent-ils ? Parviennent-ils à réunir tous les joueurs autour de ce projet ? Si non pourquoi ? Comment voit-il l'avenir de ce fonctionnement dans un monde sportif gagné par l'argent ?

L'intérêt, à mon sens, de ces deux expériences de terrain est qu'elles concernent une catégorie de population – jeunes d'un territoire rural traditionnel – pour qui l'intégration dans des structures associatives n'est pas évidente.

En tant que jeunes d'abord, peu expérimentés en la matière ; en tant que « ruraux traditionnels » ensuite, plutôt à l'écart des associations dominantes, culturelles ou militantes. Il y a peu de chance, par exemple, qu'ils fassent le buzz dans les Carnets de campagne de Philippe Bertrand sur France Inter...

[Sommaire/Programme](#)

**La mobilité internationale, un moyen de développer les compétences interculturelle, de citoyenneté et de professionnalisation chez les jeunes du milieu associatif :
Expérience dans divers projets de mobilité de jeunes en région Midi-Pyrénées**

Le monde social dans lequel nous vivons aujourd'hui est de plus en plus complexe (Byram et Tost, 2000). Depuis la création de l'Union Européenne il y a un grand intérêt pour que les jeunes puissent développer des compétences linguistiques mais également des compétences qui vont leur permettre d'apprendre non seulement sur la culture de leur pays mais sinon du monde entier. Comme l'explique Byram (2003), la promotion de la compétence interculturelle permet de contribuer au développement et à la croissance personnelle des apprenants. Également, il exprime que la compétence interculturelle impose de modifier la perception de soi et de l'autre, la perception de notre univers de socialisation, et des univers que nous fait côtoyer l'apprentissage des langues. Cela suppose un changement affectif et cognitif. Également, le Conseil de l'Europe mets en évidence le fait que la mobilité de jeunes est essentielle pour promouvoir un sentiment d'appartenance à l'Europe, d'intégration sociale, de travail et au même temps d'assurer une économie européenne compétitive (Isabella et Mandich, 2014).

Les jeunes des Zones Urbaines dites Sensibles (ZUS), considérés comme de citoyens avec moins d'opportunités, montrent aussi un envie pour s'investir dans la mobilité internationale, soit par la voie du volontariat, de stages ou de projets menés dans d'autres pays de l'Europe en ayant par objectif l'aide mais aussi le développement de compétences qui vont leur permettre de mieux s'insérer dans la vie professionnelle tels que l'apprentissage d'une langue étrangère, de gestion, environnementales ou d'autres. Cette communication a pour objectif de partager une réflexion sur l'expérience des jeunes engagés qui ont participé dans divers projets de mobilité internationale, lesquels leur ont permis d'apprendre non seulement une autre langue et comprendre une autre culture mais aussi apprendre d'eux-mêmes pour mieux s'insérer au monde d'aujourd'hui.

Pour mieux valoriser leur expérience, nous utilisons une approche narrative, laquelle permet de reconstruire et réorganiser l'expérience à travers des récits en donnant un significat à ses vécus à l'étranger et ainsi analyser l'impact de leur expérience dans leur vie. Également, nous nous intéressons à la relation entre les jeunes et certaines structures associatives de la région Midi-Pyrénées qui sont dans le terrain et qui jouent le rôle de mobilisateurs et conseilleurs des projets à l'international et de cette manière favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes ayant peu d'accès à l'emploi pour ainsi réduire les inégalités sociales.

[Sommaire/Programme](#)

Faire le lien entre la reconnaissance, la valorisation de “l'apprentissage dans l'action“ et l'activité associative pour susciter, soutenir l'engagement associatif des jeunes

Nous travaillons sur un projet de reconnaissance et de valorisation des compétences du “savoir-agir” acquises et développées dans l’engagement citoyen. Il s’agit de mettre à disposition des associations un outil en ligne simple et ergonomique, qui permet à chaque bénévole, volontaire, à partir de mises en situation en lien avec l’activité de l’association et de la fréquence, de pouvoir réaliser une autoévaluation des compétences développées dans son expérience bénévole. Une fois l’autoévaluation réalisée, il dispose d’un bilan individualisé des 7 compétences plus fréquemment mis en œuvre et les 7 les moins fréquemment utilisées. Les compétences identifiées, sont décrites et une explication est proposée permettant d’avoir des clés sur comment le bénévole met en œuvre cette compétence dans son association et comment il peut l’utiliser dans ses projets et dans son parcours professionnel en dehors de la sphère associative. L’objectif est la prise de conscience ! Pas de certification, juste un révélateur du potentiel humain de chacun. Une façon de dire merci, de reconnaître, de valoriser et de favoriser l’engagement citoyen.

[Sommaire/Programme](#)

Discussions de travaux de recherche en cours

Le potentiel formateur d'une expérience de mobilité pour les volontaires européens

La "culture" de la pratique du Service Volontaire Européen (SVE) et l'engagement de ces volontaires à leur retour après six à douze mois dans un projet d'organisation étrangère sont questionnés en termes de représentation pour les "jeunes" et d'évaluation de programme à l'échelle de la Commission Européenne.

En effet, les volontaires nomment facilement leurs besoins de reconnaissance et de valorisation de leur expérience et de mettre en action leurs valeurs. En effet, la sortie de son monde implique un retour avec une réadaptation à son environnement ce qui a un potentiel trans-formateur aussi dans cette dernière étape de la mobilité du SVE La mobilité comme "sortie de son monde" est vectrice d'immersion et donc d'adaptation, de compréhension et d'intégration. La mobilité est présentée comme formatrice grâce à l'optimalisation de ses visées éthique, pragmatique, esthétique, psychosociologiques, anthropologique, critique socio-éco-politique, politique, prospective pour mieux vivre ensemble. Lorsque la mobilité est développée dans la pédagogie de l'interculturalité, nous comprenons les enjeux et les problématiques à mettre en action l'altérité et un "humanisme du divers" pour les programmes de mobilité. Associée au concept de motilité, la mobilité est aussi vectrice de flexibilité dans le monde de l'emploi, ce qui amène à penser le lien entre mobilité et employabilité comme un apprentissage de la flexibilité. De plus, le "capital mobilité" se définit de façon transdisciplinaire pour enrichir la vision bourdieusienne, ce qui implique des enjeux socio-économiques et culturels dans cette action de mobilité..

Le Service Volontaire Européen est un programme de mobilité à destination des 18-30 ans dans le cadre d'Erasmus+. La spécificité du SVE est de mettre en action l'éducation non formelle avec une mobilité long terme impliquant un projet de volontariat pour une structure à but non lucratif. Depuis 2014, les objectifs de ce projet sont *d'améliorer l'efficacité de l'apprentissage; l'employabilité; le sens de l'initiative et de l'entrepreneuriat; l'autonomisation et l'estime de soi; les compétences en langues étrangères; accroître la sensibilisation à la dimension interculturelle; participer plus activement à la société; mieux connaître les projets européens et les valeurs de l'Union; renforcer la motivation pour participer aux futures activités d'enseignement ou de formation (formelles ou non formelles) une fois la période de mobilité à l'étranger terminée*. Nous soulignerons le fait que le travail volontaire, si libre en apparence, fait l'objet d'un effort d'encadrement croissant à travers l'introduction régulière d'une rhétorique managériale polarisée sur la notion de ressources humaines. De même, dans une Europe en lutte contre le chômage des jeunes, nous reconnaissions à travers le SVE un dispositif public pour trouver une place aux jeunes et/ou pour les remettre à leur place.

L'objet de cette communication en *work in progress* est l'apprentissage au retour des volontaires pour ainsi tenter de répondre au questionnement de l'axe 2 au travers de l'interrogation : Comment les jeunes rebondissent (ou pas) suite à leur participation à des dispositifs de mobilité à l'étranger en termes d'engagement?

[Sommaire/Programme](#)

Les motivations des bénévoles étudiants et leurs attentes de l'engagement associatif

Du point de vue éducatif, les associations sont des lieux d'apprentissages, des lieux de « pollinisations des connaissances » (Sue & Peter, 2011) ou encore « un micromilieu alternatif / éducatif » et une « seconde école » pour des publics en échec scolaire (Portelli, 2002). Le regard sur le monde associatif porté par les sciences sociales prend de plus en plus importance (Prouteau, 2003). Les associations ont essayé d'identifier de nouveaux besoins sociaux et d'expérimenter de nouvelles formes de réponses. Dans cette perspective, les associations se sont représentées comme des porteuses d'apprentissages qui se construisent en dehors de l'institution scolaire. L'engagement dans l'action, l'expérience, l'élaboration et la réalisation des projets, les négociations peuvent être des conditions du désir d'apprendre et les vecteurs stimulants des apprentissages. Aujourd'hui le bénévolat représente 26% de la population française et approximativement 85% des associations comptent sur les bénévoles (GHK, 2012). Le nombre de jeunes bénévoles ne cessent pas d'augmenter (Malet et Bazin, 2011). Les motivations des bénévoles sont diverses et multiples en même temps: la lutte pour une cause, la solidarité, la socialisation, la satisfaction qui n'a pas été trouvée dans l'activité salarié, etc. (Ferrand-Bechmann, 2001). D'après le baromètre opinion des bénévoles de 2010, les bénévoles s'engagent afin de se sentir utile à la société, d'agir pour les autres (76%) et de rechercher un épanouissement personnel (48%). L'engagement bénévole n'apparaît pas comme totalement désintéressé puisqu'à travers ces activités le souhait pour certains est d'acquérir une expérience personnelle ou susceptible d'être mobilisées dans une recherche d'emploi ou une stratégie de carrière (Simonet, 2004). Pour les jeunes, la motivation clé de leur engagement est plus « pragmatique » liée à l'acquisition des compétences pour leur développement professionnel (GHK, 2012) et à la mise en œuvre des connaissances théoriques. Comme le soulignent bien certains auteurs, le bénévolat est une source d'acquisition, de développement des nouvelles compétences (Shugurensky, 2007, Sue et Roger, 2011) et d'épanouissement personnel. Le milieu associatif peut donc être un lieu de pratique et de mobilisation des savoirs et de socialisation, voire d'être un « tremplin vers l'emploi » pour le public jeune.

Cette communication rend compte des quelques résultats d'un travail de thèse en sciences de l'éducation qui porte sur les apprentissages et les compétences développées dans une activité bénévole dans le secteur de la formation et de l'éducation (l'accompagnement scolaire, l'accompagnement aux personnes en situation de handicap, l'animation). Notre communication vise donc à analyser l'activité bénévole comme une expérience éducative où les étudiants s'en servent dans d'autres domaines de la vie, tant professionnelle comme familiale. Quel est le profil des étudiants bénévoles ? Quelle est leurs motivations ? Comment perçoivent-ils d'« utiliser » leur engagement associatif dans la vie tant professionnelle que quotidienne ? Nous essaierons de comprendre à travers l'analyse d'entretiens semi-directifs et de questionnaires faits auprès des bénévoles étudiants, l'usage des acquis associatifs et d'envisager leur développement personnel, voire « professionnel » comme un processus d'amélioration des savoirs et des capacités. D'après l'analyse des motivations nous avons dégagé les motifs principaux de l'engagement des étudiants. Le premier correspond à l'aide aux autres et à la notion de l'utilité. En prenant en compte le type de l'activité bénévole interrogée tournée vers l'accompagnement et la formation on voit que cette aide est adressée principalement aux enfants et eux jeunes. Apporter une aide à ces types de public semble une des motivations centrales pour s'engager dans une activité bénévole. La deuxième correspond à la « compréhension » où l'étudiant est à la recherche d'apprendre des nouvelles choses, de développer les nouvelles compétences et les exercer et d'avoir une expérience. La troisième catégorie « relations sociales » caractérise le bénévolat comme un moyen de renforcer les relations sociales, d'être avec des amis et d'exercer une activité qui est valorisée par l'entourage. D'après la classification des motivations, on peut noter que les étudiants citent toujours plusieurs types de motivations. Les étudiants sont à la recherche d'une expérience qui peuvent les apporter les apprentissages et le développement des compétences utiles pour leur vie personnelle et professionnelle. Les étudiants déclarent d'avoir une expérience qui va leur « servir pour le futur métier » et d'acquérir les compétences pour la vie de tous les jours. Notre hypothèse est que les compétences sociales et celles touchant au développement personnel semblent les plus importantes à citer par des étudiants. En effet, ils n'ont pas l'occasion de les acquérir lors de leurs études universitaires. [Sommaire/Programme](#)

L’engagement des jeunes en protection de l’enfance en France et au Québec : des dispositifs participatifs durant le placement aux organisations autonomes d’ex-placés.

La participation des usagers à leur prise en charge est devenue une norme d’action publique, sous l’influence des traités internationaux comme la Convention internationale des droits de l’enfant et du droit interne québécois et français. Elle marque le souci de reconnaître la « voix des acteurs faibles » et de considérer les jeunes en tant qu’« acteurs » et non plus passifs des politiques publiques. Cette participation est loin d’être évidente pour les jeunes usagers de la protection de l’enfance. Mineurs, ils sont subordonnés à la fois aux décisions de protection et aux établissements qui les appliquent.

Cette communication vise à comparer deux types de dispositifs de participation collective des jeunes en protection de l’enfance en France et au Québec : les Conseils de vie sociale en France ou les comités d’usagers au Québec durant la période de placement des jeunes et les organisations « autonomes » d’ex-placés, à la sortie du placement (La Fédération Nationale d’associations Départementales d’Entraide des Personnes Accueillies à la Protection de l’Enfance en France et le Réseau l’Intersection de Québec). La recherche sur la participation de l’usager dans les services de protection de l’enfance s’est principalement centrée sur la participation individuelle des jeunes au travers par exemple du contrat jeune majeur. Jusqu’à récemment peu de travaux se sont centrés sur leur participation collective. La participation collective que certains qualifient de « citoyenne » dans la préparation à la vie autonome est un registre peu évoqué par les professionnels comme les chercheurs ; les foyers socio-éducatifs soutenant moins les actions collectives internes des personnes placées que leur expression individualisée dans des réseaux d’activités extérieurs à l’institution. Cette littérature sur la participation s’est également peu penchée sur les actions collectives directement initiées par des ex-placés.

Qui sont les jeunes qui s’engagent dans ce type de structures ? Quels sont leurs registres d’actions et de discours mobilisés pour défendre la cause des jeunes placés et ex-placés ? Comment ces formes d’engagement peuvent soutenir ces jeunes dans leur processus d’autonomisation vers la vie adulte ? Quels sont les obstacles à leur mobilisation collective ?

Au croisement d’une sociologie politique et des politiques publiques de la jeunesse et de protection de l’enfance, cette communication s’inscrit dans la lignée de travaux portant sur les contraintes et les conditions de l’émergence de l’engagement des jeunes en situation de marginalité ou en difficultés. Elle s’appuie sur un travail empirique en cours qui croise des entretiens auprès de professionnels et de jeunes placés engagés au sein de Conseils de vie sociale ou de comités d’usagers ainsi qu’aujourd’hui de membres (anciens et jeunes) d’associations d’ex-usagers de la protection de l’enfance. L’analyse de documents institutionnels complète ces données. Nous chercherons à comprendre comment et pourquoi des jeunes placés et ex-placés que rien ne prédisposait à s’engager dans des instances représentatives, dès lors qu’ils sont moins dotés en ressources, sont amenés à se mobiliser en faveur d’autres jeunes pour leur insertion future et à mettre sur agenda public des problématiques qui les concernent. Tout en retraçant les contextes socio-historiques et législatifs dans lesquels se situent ces engagements juvéniles, nous montrerons combien la participation collective au cours du placement est dans une tension entre des visées émancipatoires et disciplinaires. Les organisations créées par le public cible des politiques publiques, à la marge des institutions de la protection de l’enfance, constituent alors un enjeu majeur dans la constitution d’une voix autonome des jeunes placés.

[Sommaire/Programme](#)

Comment concilier participation citoyenne et entrepreneuriat chez les jeunes ? L'exemple des Coopératives Jeunesse de Services.

Comme il l'est rappelé dans le texte de l'appel à communication, engagement et participation des jeunes font partie des préoccupations majeures des politiques européennes et nationales. Pour ces dernières, il est essentiel de favoriser la participation juvénile afin d'assurer l'engagement citoyen de cette classe d'âge. Au chapitre des autres préoccupations majeures des politiques européennes et nationales en direction de la jeunesse se trouve également la question de leur insertion professionnelle et de leur employabilité. Les jeunes ont à faire face à des problèmes majeurs dans leur parcours vers l'insertion professionnelle stable : emplois de courte durée, problèmes de déclassement, périodes de chômage importantes. En réponse à ces difficultés, des discours et des programmes axés sur le développement de l'entrepreneuriat se multiplient. Ils visent à permettre aux jeunes d'identifier et de développer leurs compétences individuelles en terme de sens de l'initiative, de créativité, d'autonomie et de travail en équipe qui leur seront utiles aussi bien lors de la création d'une entreprise que dans le cadre d'un emploi salarié. À première vue, ces deux préoccupations paraissent évoluer dans des cadres de références et de pensées bien distincts qui semblent avoir peu de choses en commun en terme de valeurs : le fait associatif et l'engagement citoyen d'une part ; la compétitivité, la productivité et l'esprit d'entreprise d'autre part.

Depuis 2013, le dispositif des Coopératives Jeunesse de Services (CJS) est expérimenté en Bretagne, sur le modèle québécois ; lequel existe depuis 25 ans dans cette province canadienne. Une CJS est un projet d'éducation à la coopération du travail et s'inclut plus généralement dans le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS). Ce dernier œuvre pour la mise en œuvre de projets économiques socialement innovants et la défense de valeurs de solidarité et de participation active. L'ESS en général et la CJS en particulier peuvent donc offrir un terreau fertile à l'engagement des jeunes, tant sur un plan professionnel que militant. La CJS a pour objectif d'éduquer les jeunes mineurs à l'entrepreneuriat coopératif sur le temps des vacances scolaires d'été. Accompagnés par deux animateur(trice)s, ces jeunes coopérants apprennent à conduire une entreprise coopérative : proposer des services à la population du territoire, prendre des décisions collectivement, définir une stratégie de commercialisation, décider de l'affectation des résultats. Pour ces jeunes, la CJS ne répond pas seulement au besoin de trouver un emploi d'été rémunéré. La coopérative cherche à initier les jeunes au fonctionnement démocratique d'une entreprise, à l'organisation collective du travail, à la gestion coopérative et au fonctionnement du marché. Par l'importance donnée à l'investissement bénévole (participation au Conseil d'Administration, aux différents comités « techniques », temps de formation), les CJS renforcent l'engagement des jeunes dans un projet co-construit collectivement. Si cette expérience permet, au niveau individuel, de découvrir son potentiel et ses compétences à valoriser ensuite dans une démarche de recherche d'emploi et d'insertion professionnelle, elle permet également, au niveau collectif, que le jeune coopérant s'engage pour le développement local de son territoire. Les bilans réalisés lors des expériences bretonnes et québécoises soulignent l'importance de l'existence de ces CJS pour les communautés de vie de ces jeunes : ainsi elles ont aussi pour but d'aider le jeune à s'impliquer et à être un acteur de changement sur son territoire, à créer de nouveaux liens intergénérationnels, à favoriser la transformation du regard des adultes sur les initiatives juvéniles en valorisant leurs capacités d'autonomie et de responsabilité.

Dans le cadre des sessions « Travaux en cours », nous proposerons de faire état de l'avancée de notre recherche sur la CJS du quartier de Maurepas à Rennes, laquelle existe depuis le début de l'expérimentation bretonne en 2013. Dans le cadre de notre enquête, il s'agit de suivre la campagne 2015 de cette CJS depuis le lancement du processus (début 2015) jusqu'à son achèvement (fin été 2015) : constitution du comité local, recrutement des animateurs, recrutement des jeunes coopérants, fonctionnement de la coopérative etc. Notre recherche sera développée grâce à des méthodes qualitatives de récolte des données : observations participantes et entretiens approfondis des jeunes coopérants. Nous nous intéresserons particulièrement à la mobilisation et à l'engagement des jeunes sur ce projet de coopération. Partant de l'hypothèse que ces CJS se construisent en direction d'objectifs qui allient aussi bien les valeurs de l'engagement et de la participation que les valeurs de l'entrepreneuriat, nous cherchons à comprendre ce que viennent précisément chercher les jeunes coopérants qui

s'inscrivent dans ces expériences. Veulent-ils s'occuper pendant l'été ? Favoriser et développer leur employabilité ? S'engager et participer à la vie de leur territoire ? Leurs objectifs et motivations évoluent-ils au cours de cette expérience ? Vers des objectifs individuels ou au contraire plus collectifs ? Comment s'articulent ces différents niveaux d'implication et que nous révèlent-ils des cheminements juvéniles vers la construction et l'acquisition de leur place d'adulte actif et d'acteur engagé dans la vie de leur cité ?

[Sommaire/Programme](#)

Catherine MITJANA (Lires), Ève RIGUET, Véronique BORDES (Université Toulouse J. Jaurès)

Recherche-Action en milieu rural ou comment développer une réflexion politique autour de la jeunesse ?

Depuis bientôt deux ans, un groupe de professionnels en charge de la jeunesse se réuni avec un chercheur pour construire une réflexion politique autour de la jeunesse rurale.

La première année a été l'occasion de mettre en place différentes instances pour réaliser cette recherche-action. Une culture commune a été construite. Une photographie du territoire Pays Portes de Gascogne a été réalisée ainsi que des entretiens et des observations dans des espaces dédiés à la jeunesse. Le Conseil de Recherche-action a ensuite déterminé les thématiques de travail autour de la mobilité des jeunes et de la connaissance de leur territoire. Cette année, après quelques difficultés institutionnelles, la recherche-action a été relancé avec l'idée de développer des expérimentations autour de deux grands thèmes :

Afin de pouvoir accompagner au mieux les jeunes il semble nécessaire de s'interroger sur la posture professionnelle des animateurs. Il a donc été décidé d'accompagner l'équipe d'animateurs du CCAS de Fleurance.

Une autre piste serait de travailler à la valorisation de la jeunesse dans le cadre de l'insertion professionnelle en développant le lien entre les entreprises et les jeunes par l'intermédiaire de « parrainage, coup de pouce jeunes talents ».

Ce travail, en cours de réalisation s'inscrit dans un processus long dont le but est de pouvoir produire un écrit mettant en lumière l'usage de la recherche-action dans le cadre d'une réflexion émergeant du terrain et proposant des expérimentations qui pourront être utiles aux décideurs politiques. Finalement cette recherche-action s'inscrit dans un processus d'aide à la décision politique.

[Sommaire/Programme](#)

Chiheb NASRI (Université de Tunis)

Place des nouvelles technologies numériques dans la diffusion de la culture scientifique chez les jeunes.

En Tunisie, le grand public se trouve incapable de comprendre certaines notions ou connaissances scientifiques. Ce déficit de connaissance scientifique est devenu un producteur d'inégalité sociale. De nos jours, en politique de jeunesse, une stratégie socioculturelle qu'on appelle « la médiation scientifique », a été établie. Quand elle est basée sur les technologies numériques, elle peut être accessible à tout le monde et surtout compréhensible par tout le monde.

Notre présente étude consiste à étudier les interactions entre les jeunes et le contexte numérique et scientifique. Nous essayons d'affirmer ou de nier les hypothèses proposées en confirmant la thèse de la préservation des spécificités scientifiques à travers l'utilisation des différents supports numériques.

L'échantillon étudié représente une fraction de 100 jeunes d'une tranche d'âge entre 14 et 20 ans répartis en proportion égale (50 garçons, 50 filles). Ils adhérent à la maison des jeunes "chorbane" à Mahdia, située sur la côte est de la Tunisie.

Afin de tester les connaissances des jeunes sur la numérisation de la culture scientifique, d'évaluer leurs opinions et leurs attitudes vis-à-vis des technologies numériques ainsi que le rôle que joue la diffusion de la culture scientifique, nous avons élaboré un questionnaire composé de deux parties :

- Une première partie qui comporte 3 questions relatives aux connaissances générales des jeunes sur la culture scientifique et les nouvelles technologies numériques.
- Une deuxième partie qui comporte 14 questions visant à déterminer les connaissances et attitudes des jeunes sur le rôle que jouent les nouvelles technologies numériques dans la diffusion de la culture scientifique utiles pour les diffuser dans le cadre des clubs d'animation dans les maisons des jeunes et surtout dans les colloques organisés dans des différentes associations civiles ou aussi de créer des blogs scientifiques contenant des informations riches et claires.

Pour l'élaboration des résultats, les données recueillies des différents questionnaires sont informatisées et les statistiques sont traitées en utilisant le programme statistique SPSS. Il en ressort que 94% des jeunes donnent une importance à la culture scientifique selon les technologies numériques dont ils disposent. Ils trouvent que le meilleur outil est celui qui fait gagner du temps à condition que les connaissances scientifiques via le numérique soient référentielles et suffisantes. Cette étude montre que 28% des jeunes seulement trouvent que les connaissances scientifiques via internet sont référentielles.

Les nouvelles technologies numériques sont ainsi des outils de valorisation de la culture scientifique et de son développement. Il s'avère important de tenir compte de cette stratégie pour l'accès des jeunes aux savoirs.

[Sommaire/Programme](#)

Vivre sa jeunesse sur un territoire rural, le Lot : représentations et implications sociales.

La question de l'attractivité en direction des jeunes est un enjeu majeur pour la vitalité de bon nombre de territoires, en particulier en milieu rural et dans des zones à faible densité de population. Si les principales contraintes connues relatives aux distances qui séparent les lieux de vie, d'éducation, de loisirs ainsi que les différents services sont identifiées, les atouts des territoires ruraux et de l'attachement que les jeunes peuvent leur porter sont peu évoqués.

Dans le cadre de la réflexion sur la nouvelle charte du Parc Naturel Régional des Causses du Quercy (2012-2014), un déficit de connaissances sur les représentations et le vécu du territoire par les jeunes qui l'habitent quotidiennement ou qui en sont originaires a été constaté.

Dans ce contexte, il a semblé intéressant de questionner le vécu et les représentations que se font ces jeunes du territoire sur lequel ils vivent et se déplacent.

L'enquête s'appuie sur la combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives qui a permis de récolter des données sur des dimensions imaginaires, représentatives et subjectives ainsi que sur des aspects concrets de la vie des jeunes.

Une première phase a été consacrée à la passation de questionnaires auprès de jeunes. Elle s'appuie sur 1314 questionnaires portant sur des aspects concrets de la vie de jeunes âgés de 11 à 19 ans. Les résultats de cette phase permettent une première lecture des attachements au territoire de vie de ces jeunes, ainsi que des données relatives à leurs pratiques, leurs mobilités et leurs engagements. L'enjeu sera ensuite de mettre en lien l'ensemble des données récoltées lors de cette enquête pour articuler les apports des méthodes quantitatives et qualitatives.

[Sommaire/Programme](#)

De notre jeunesse à la leur : accompagnement d'un atelier associatif de jeunes en projet d'humanitaire en Afrique

Il s'agit d'un cheminement de recherche qui a cultivé toutes les ambiguïtés de la part de l'accompagnant "vieux" (au contact des animatrices de génération intermédiaire) et a reçu de la part des jeunes des évitements et des impulsions surprenantes, voire dérangeantes. En cela, il permet de parler véritablement d'engagement puisqu'il n'y a pas eu guidage. En même temps, cette velléité d'engagement a parfois avancé masquée, contrainte certainement par les désirs et les cadres amenés par le plus vieux de l'aventure... Le mode d'approche de base est celui de l'observation-participante. Au regard de ce qui a été précédemment écrit, la dimension participante se doit d'être interrogée puisqu'elle a oscillé entre la forme de l'invitation et celle de l'adaptation à des demandes déconcertantes...

Le mode d'analyse est celui de l'interprétation ethnologique d'éléments recueillis dans la dynamique ethnographique, autrement dit un journal de terrain tenu en intégrant diverses écritures et diverses traces liées aux rencontres vécues. A partir de tout cela sont dégagés des prototypes d'événements dont le sens est interprété pour chaque acteur, tant à la lumière d'une autosocioanalyse que d'une mise en croisement des gestes, des propos et d'interprétations déjà faites de "la jeunesse" à d'autres échelles d'espace et de temps. L'action est en cours, non pas parce qu'elle vient de commencer mais parce qu'elle se déroule au rythme d'activités de jeunesse en relation avec une structure d'éducation populaire territorialisée, en l'occurrence un foyer rural implanté dans une zone qu'on peut qualifier de périurbaine. Les temps forts vont de vacance scolaire en vacance scolaire, peu d'activité laissant trace dans les intervalles. D'ores et déjà, il est possible de lister les événements déconcertants et qui ont appelé à interprétation selon le mode d'analyse précédemment décrit : Une propension à se laisser enquêter par le sociologue plutôt qu'une recherche de ce qui pourrait être un projet commun ou même simplement un projet dans lequel on pourrait embarquer les moyens qu'il est censé apporter avec lui (les jeunes seraient peu opportunistes ?).

. Une envie d'aller voir l'autre sur son territoire, débouchant sur l'organisation d'une soirée à Toulouse, même si la ville est, dans les propos, un monde repoussant (mais plutôt des villes moyennes que la métropole régionale finalement...).

- . Un "engagement" de l'autre pour animer une soirée permettant de récolter de l'argent au village
- . La dérobade (à quelques exceptions près) à en découdre autour de thèmes liés à la perception de la jeunesse dans un contexte de matchs d'impro...
- . L'envie de faire de l'humanitaire et d'aller au contact de la jeunesse (supposée malheureuse) des autres, qui sont en Afrique.

Il me semble que les éléments de cette analyse portant sur une année entière de déroulement, au rythme des vacances scolaires précédemment décrit, peuvent amener une contribution à l'axe 2 sur la (les) "culture(s)" des pratiques collectives et de l'engagement chez les jeunes. La dynamique d'élaboration de la contribution définitive sera d'ailleurs une dynamique interactive, proposant aux jeunes dont il s'agit (même si un voile protecteur d'anonymat est conservé) d'être relecteurs et relectrices du document et étant prêt à intégrer leurs remarques. Ainsi, l'interrogation portera bien tout autant sur ce qui fait collectif entre jeunes, ce qui constitue des formes particulières d'engagement dans des structures en place (ici un foyer rural), ce qui s'échafaude vraiment avec un "non jeune" arrivant à l'impromptu et enfin ce que représente cet "humanitaire" qu'on va à moment donné chercher comme s'il était l'engagement par excellence, voire le sens que prend la perspective d'aller frotter sa jeunesse à celle d'Afrique.

[Sommaire/Programme](#)

Devenir arbitre de football

Comment peut-on devenir, être et rester arbitre de football ? Cette question se pose légitimement à partir du moment où l'on appréhende cette fonction à travers le prisme de son exposition publique, tant elle suscite de commentaires et de critiques. Au-delà de ce que relatent sporadiquement les médias, les discours que les arbitres enquêtés tiennent sur leur activité font pour le moins état d'une « pression » ressentie sur les stades. Les institutions étatiques et fédérales, elles, interprètent le constat d'une pénurie endémique d'arbitres amateurs et celui des difficultés à en recruter de nouveaux comme la conséquence de ces pressions [1, 2, 3]. Ainsi, de 2002 à 2010, en ligue atlantique de football où ont été réalisées les enquêtes, près du tiers des matches de chaque week-end n'a pas été couvert.

Cet état de désaffection arbitrale préoccupe les instances fédérales et les clubs quant à sensibiliser les « bonnes volontés » pour garantir officiellement l'attribution des titres sportifs du plus haut au plus bas niveau de la hiérarchie footballistique. Ne s'agissant pas ici d'interroger, en priorité, les raisons pour lesquelles une partie du corps arbitral cesse son activité, ce dont il faut plutôt s'étonner c'est de voir nombre d'arbitres – à tout le moins ceux que l'on a enquêtés – continuer d'officier. En inversant le questionnement institutionnel, on se donne ainsi comme objectif d'expliquer les formes de désintérêt pour l'arbitrage par la compréhension des modes de socialisations, de recrutements et d'engagements [4, 5, 6] des arbitres en activité. Puisqu'*a priori* rien ne les constraint à continuer, il s'agit de savoir à quoi peut bien tenir cet engagement ? Ce ne sont pas seulement les dispositions sociales à l'entrée dans la fonction qu'il est nécessaire d'interroger mais aussi les ressources mobilisées par les arbitres pour y trouver des formes de satisfactions personnelles et/ou collectives, avec pour souci la (re)production du corps arbitral et son efficacité dans l'exercice de ses fonctions.

Cette recherche s'appuie sur une première enquête par entretiens exploratoires engagée en 2007 ($n = 20$), poursuivie depuis par plusieurs campagnes d'entretiens approfondis ($n = 70$), sur une enquête statistique menée en 2009 ($n = 255$), la participation aux Journées de l'arbitrage et au Forum des arbitres au tournoi de Montaigu (Vendée) en 2008 et sur un travail d'archives portant sur les bulletins départementaux et nationaux de l'Union nationale des arbitres de football (UNAF).

[Sommaire/Programme](#)

Le profil des individus jeunes engagés dans les associations étudiantes

Si les questions de jeunesse sont désormais centrales, le cas de l'engagement associatif étudiant n'a été abordé que de façon liminaire. Notre travail s'inscrit dans le domaine de la sociologie de l'engagement et de la sphère publique et nous cherchons à étudier, dans une perspective communicationnelle, le fait associatif étudiant et ses évolutions. Nous nous intéressons à l'interaction de l'individuel et du collectif. L'individualisme, comme le montrent Danilo Martuccelli et François de Singly ou encore Alain Laurent, est l'une des caractéristiques principales de la modernité et notamment de la modernité dite seconde. Ce processus d'individuation de la société n'est pas sans conséquences sur les trajectoires de vie des individus mais aussi sur la façon dont l'individu va s'implanter dans un collectif, forger ses identités, souvent multiples, créer de nombreux liens sociaux, des liens électifs dits faibles en opposition aux liens subis dits forts.

Nous nous intéressons à la manière dont les individus en viennent à s'engager dans des associations étudiantes que celles-ci soient à projets ou bien représentatives. L'engagement est-il affranchi de caractéristiques sociales et culturelles ? Qu'est-ce que l'engagement apporte aux individus ? Comment ces derniers se définissent-ils ? Quelles sont leurs attentes ?

Cette communication n'a pas vocation à répondre à toutes ces questions mais permettra d'esquisser une typologie des modalités d'engagements étudiants croisée à une typologie des individus étudiants engagés.

Notre recherche a aussi vocation à comprendre le devenir des individus engagés une fois ceux-ci devenus « adultes ». Le temps de l'engagement étudiant n'est-il qu'une parenthèse dans la vie de ces derniers ou bien est-il déterminant dans les parcours de vie ?

Enfin, nous tenterons d'étudier les transformations des modalités d'engagement dans la continuité des travaux des Jacques Ion ou de ceux d'Alexandre Lambert : les modalités d'engagement aujourd'hui sont-elles à opposer à ceux d'hier ou bien s'agit-il davantage d'une hybridation des manières de s'engager ? En nous référant aux auteurs dits de la modernité avancée évoqués plus haut, comme Anthony Giddens ou Ulrich Beck, nous étudierons les degrés d'implication des militants et non le basculement simple d'un modèle à un autre. De plus, les formes de la participation peuvent encore avoir évolué depuis une quinzaine d'années, conduisant à une interrogation sur la radicalisation ou non du diagnostic émis initialement.

[Sommaire/Programme](#)

Index des communicants

ADJIZIAN	25	MALET	17
AUGER	25	MANN FEDER	44
BAHUAUD	22	MARTY	11
BATICLE	1	MAUNAYE	45
BECQUET	3, 28	MITJANA	46
BÉRARD	2	MONTAGNE	3
BESSE-PATIN	3	MONTRIEUX	18
BIZIEN-FILIPPI	4	MOULEVRIER	14
BOONE	5	MWANAIKEMBA	19
BORDES	46	NABLI	20
BORDIEC	6	NASRI	47
BOURBONNOIS	35	N'GORAN	21
BOURHIS	30	PAGES	37
CHALLIER	7	PAGÈS	3
CHEMETA	8	PAULY	38
CHIRON	9	PECOLO	22
CROCHU	17, 31, 42	POIRIER	3
DANSAC	48	POISSON	23
DUCEUX	10	POUJOL	24
DURET	34	RIGUET	46
FRAYSSE	32	RODRIGUEZ	39
GAILLARD	33	ROSPABE	45
GAUBERT	11	ROULT	25
GERMAIN	34	ROYER	25
GOYETTE	44	RUEL	48
GUEGAN	35	SAHUC	49
GURNADE	12	SAULNIER	23
HDIDER	13	SEGUIN	40
HOUDEVILLE	14	SIMONNEAUX	2
IHHADDADÈNE	3, 28	SLIMANI	50
KHASANZYANOVA	10, 43	THOURY	51
LACROIX	44	TONNEAU	27
LEJAS	35	VACHÉE	48
LEROUX	16	VANHOENACKER	26
LÉTORÉ	36		

[Sommaire/Programme](#)